

Wingspear Business Inc.
University of Alberta
1-18 Business Building
Edmonton, Alberta T6G 2P6



le château 2003 RAPPORT ANNUEL

PROFIL

Chef de file au Canada, **Le Château** est un détaillant spécialisé offrant des vêtements, des chaussures et des accessoires avant-gardistes aux femmes et aux hommes soucieux de la mode. Le succès de notre marque repose sur notre capacité d'identifier rapidement les tendances de la mode et d'y réagir immédiatement grâce à nos forces en conception et en développement de produits, ainsi qu'à notre approche verticale.

Les vêtements de marque **Le Château** sont vendus exclusivement par l'entremise des 165 magasins de détail de la Société, lesquels ont une superficie moyenne de 3 500 pieds carrés. Tous ses magasins sont situés au Canada, à l'exception de quatre dans la région de New York.

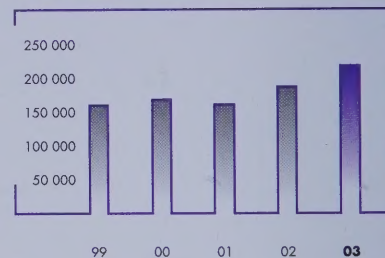
Le Château, qui accorde une grande importance à la recherche, à la conception et au développement de produits, fabrique environ 45 % de ses produits dans ses installations de production au Canada.

MAGASINS LE CHÂTEAU

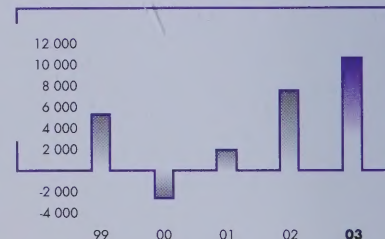
et superficie en pieds carrés

	31 janvier 2004		25 janvier 2003	
	Magasins	Pieds carrés	Magasins	Pieds carrés
Ontario	54	203 983	55	206 844
Québec	46	217 707	43	173 542
Alberta	20	75 293	18	65 297
Colombie-Britannique	20	67 798	20	63 563
Manitoba	6	24 050	6	27 951
Nouvelle-Écosse	6	12 669	6	12 669
Saskatchewan	4	13 209	4	13 209
Nouveau-Brunswick	4	12 467	4	12 454
Terre-Neuve	1	2 500	1	2 500
Total Canada	161	629 676	157	578 029
Total États-Unis	4	22 506	4	22 606
Total magasins Le Château	165	652 182	161	600 635

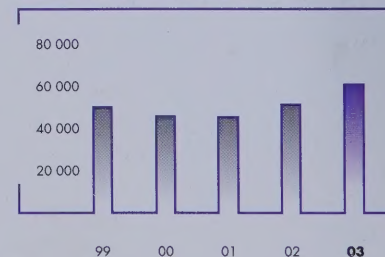
VENTES [en '000]



BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) [en '000]

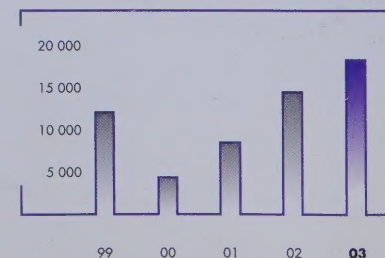


CAPITAUX PROPRES [en '000]



MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT

[en '000]



FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars sauf les données par action et les ratios)

Exercices terminés les

**31 janvier
2004**
(53 semaines)

25 janvier
2003

26 janvier
2002

27 janvier
2001

29 janvier
2000

Résultats

Ventes	226 766	217 660	187 540	161 120	168 666
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	17 123	12 375	4 010	(4 346)	9 019
Bénéfice net (perte nette)	10 648	7 562	1 852	(2 607)	5 269
• Par action	2,07	1,52	0,38	(0,53)	1,07
Dividendes par action	0,40	0,40	0,40	0,40	0,40
Nombre moyen d'actions en circulation ('000)	5 134	4 980	4 936	4 935	4 925

Situation financière

Fonds de roulement	24 987	18 443	14 621	13 804	19 585
Capitaux propres	61 162	51 492	45 694	45 800	50 380
Total de l'actif	94 546	80 519	69 915	68 189	68 624

Ratios financiers

Ratio du fonds de roulement	1,99:1	1,79:1	1,80:1	1,89:1	2,41:1
Ratio de liquidités immédiates	0,96:1	0,70:1	0,63:1	0,46:1	0,94:1
Ratio d'endettement ⁽¹⁾	0,11:1	0,08:1	0,10:1	0,13:1	0,08:1

Autres statistiques (unités comme précisé)

Marge brute d'autofinancement	18 311	14 503	8 544	4 394	12 048
Dépenses en immobilisations	14 438	9 019	5 025	10 379	10 628
Nombre de magasins en fin d'exercice	165	161	160	161	159
Superficie en pi ²	652 182	600 635	592 898	598 983	585 860
Ventes au pi ² ⁽²⁾	386	391	338	292	322

RENSEIGNEMENTS SUR LE TITRE

Symbole : **CTU.A**

Inscription boursière : **TSX**

Nombre d'actions participantes en circulation

(au 28 mai 2004) :

2 286 451 actions subalternes de catégorie A
avec droit de vote

3 020 000 actions de catégorie B

Nombre d'actions en circulation dans le public : ⁽³⁾

1 910 521 actions de catégorie A

Au 28 mai 2004 :

Haut/bas du cours de l'action de catégorie A
(12 mois terminés le 28 mai 2004) :

16,00 \$ / 9,17 \$

Cours récent :

15,21 \$

Rendement des actions :

3,9 %

Ratio cours/bénéfice :

7,35 X

Ratio cours/valeur comptable :

1,30 X

Bénéfice par action : ⁽⁴⁾

2,07 \$

Valeur comptable de l'action : ⁽⁵⁾

11,66 \$

⁽¹⁾ Incluant les baux de location-acquisition et la tranche à court terme de la dette, excluant les avantages incitatifs reportés.

⁽²⁾ Excluant les magasins-entrepôts Le Château.

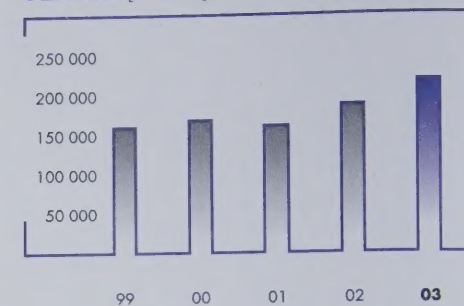
⁽³⁾ Excluant les actions détenues par les membres de la direction.

⁽⁴⁾ Exercice terminé le 31 janvier 2004.

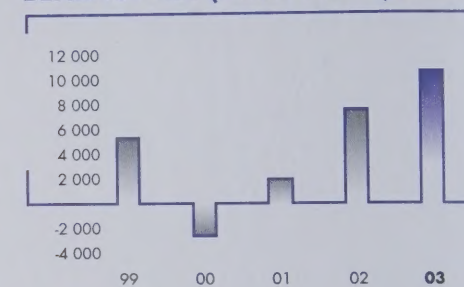
⁽⁵⁾ Au 31 janvier 2004.



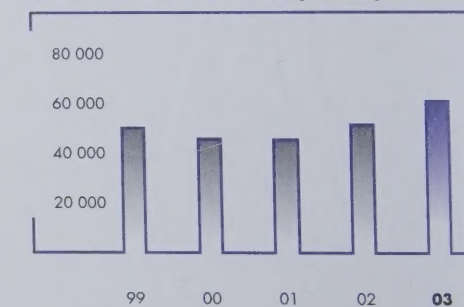
VENTES [en '000]



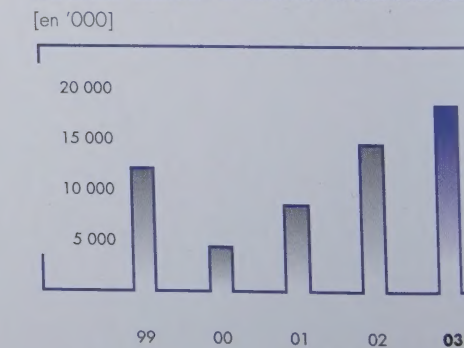
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) [en '000]



CAPITAUX PROPRES [en '000]



MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT



FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars sauf les données par action et les ratios)

Exercices terminés les

	31 janvier 2004 (53 semaines)	25 janvier 2003	26 janvier 2002	27 janvier 2001	29 janvier 2000
Résultats					
Ventes	226 766	217 660	187 540	161 120	168 666
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	17 123	12 375	4 010	(4 346)	9 019
Bénéfice net (perte nette)	10 648	7 562	1 852	(2 607)	5 269
• Par action	2,07	1,52	0,38	(0,53)	1,07
Dividendes par action	0,40	0,40	0,40	0,40	0,40
Nombre moyen d'actions en circulation ('000)	5 134	4 980	4 936	4 935	4 925
Situation financière					
Fonds de roulement	24 987	18 443	14 621	13 804	19 585
Capitaux propres	61 162	51 492	45 694	45 800	50 380
Total de l'actif	94 546	80 519	69 915	68 189	68 624
Ratios financiers					
Ratio du fonds de roulement	1,99:1	1,79:1	1,80:1	1,89:1	2,41:1
Ratio de liquidités immédiates	0,96:1	0,70:1	0,63:1	0,46:1	0,94:1
Ratio d'endettement ⁽¹⁾	0,11:1	0,08:1	0,10:1	0,13:1	0,08:1
Autres statistiques (unités comme précisé)					
Marge brute d'autofinancement	18 311	14 503	8 544	4 394	12 048
Dépenses en immobilisations	14 438	9 019	5 025	10 379	10 628
Nombre de magasins en fin d'exercice	165	161	160	161	159
Superficie en pi ²	652 182	600 635	592 898	598 983	585 860
Ventes au pi ² ⁽²⁾	386	391	338	292	322

RENSEIGNEMENTS SUR LE TITRE

Symbole : **CTU.A**

Inscription boursière : **TSX**

Nombre d'actions participantes en circulation
(au 28 mai 2004) :

2 286 451 actions subalternes de catégorie A
avec droit de vote

3 020 000 actions de catégorie B

Nombre d'actions en circulation dans le public : ⁽³⁾
1 910 521 actions de catégorie A

Au 28 mai 2004 :

Haut/bas du cours de l'action de catégorie A
(12 mois terminés le 28 mai 2004) :

16,00 \$ / 9,17 \$

Cours récent :

15,21 \$

Rendement des actions :

3,9 %

Ratio cours/bénéfice :

7,35 X

Ratio cours/valeur comptable :

1,30 X

Bénéfice par action : ⁽⁴⁾

2,07 \$

Valeur comptable de l'action : ⁽⁵⁾

11,66 \$

⁽¹⁾ Incluant les baux de location-acquisition et la tranche à court terme de la dette, excluant les avantages incitatifs reportés.

⁽²⁾ Excluant les magasins-entrepôts Le Château.

⁽³⁾ Excluant les actions détenues par les membres de la direction.

⁽⁴⁾ Exercice terminé le 31 janvier 2004.

⁽⁵⁾ Au 31 janvier 2004.



le château

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Nous venons de terminer une année record, au cours de laquelle Le Château a maintenu et intensifié son pouvoir d'attraction envers notre marché cible, dynamique et en pleine croissance. Le style et la valeur de notre marchandise, la qualité de notre service à la clientèle et, surtout, la confiance associée à notre marque, ont mené la Société à un succès sans précédent.

En effet, en 2003, Le Château a réalisé les ventes et la rentabilité les plus importantes de son histoire. La tendance à la hausse est solide et se poursuit en 2004. Les quatre premiers mois de l'exercice en cours ont enregistré une hausse prometteuse de 5,2 % des ventes des magasins comparables. De surcroît, nous avons affiché une augmentation des ventes totales de 10,5 %.

Nous sommes fiers de signaler que nos bénéfices avant impôts ont grimpé à 17 millions de dollars en 2003, comparativement à 12 millions de dollars en 2002. Les ventes totales ont atteint un sommet inégalé de 226,8 millions de dollars, en regard de 217,7 millions en 2002. Bien que les ventes des magasins comparables n'aient connu qu'une hausse modeste de 0,6 %, cette hausse indique comment la détermination sérieuse de la Société et le travail d'équipe des employés ont permis de réaliser des résultats positifs dans une période d'incertitude économique.

En 2003, le bénéfice net après impôts totalisait 10,6 millions de dollars ou 2,07 \$ par action, comparativement à 7,6 millions de dollars ou 1,52 \$ par action l'année dernière.

Les dividendes versés en 2003 s'élevaient à 0,40 \$ par action. Le Château a versé des dividendes pendant 41 trimestres consécutifs. En outre, le 30 avril 2004, le Conseil d'administration de la Société a approuvé une augmentation de 50 % de son dividende trimestriel, qui passe de 0,10 \$ à 0,15 \$ par action.

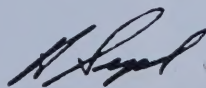
En 2003, notre stratégie consistait à accentuer la différenciation de notre marque par l'amélioration de la qualité et de la conception de nos produits. De plus, nous avons perfectionné nos processus de planification, d'achats et de production, de manière à réduire nos délais de commercialisation. Ces améliorations ont permis à notre dynamique équipe de ventes d'offrir les bons articles mode, au moment opportun.

En 2004, notre objectif visant à améliorer la rentabilité se confirme. Nous continuerons à mettre l'accent sur une gestion efficiente, la différenciation de nos produits et un service à la clientèle exceptionnel. Pour notre 45^e anniversaire, nous allons continuer de peaufiner tous les aspects de notre entreprise, afin de demeurer des chefs de file novateurs dans notre domaine et d'atteindre des résultats de calibre international.

En plus de ses principes fondamentaux de bon rapport qualité-prix et de service impeccable, Le Château applique en tout temps une troisième stratégie fondamentale. Cette stratégie consiste à offrir une expérience de magasinage dynamique, avec un flair et une attention qui inciteront les clients à revenir dans nos magasins encore et encore. Cette approche, à la fois tributaire et responsable du caractère bien enraciné de notre marque, a toujours lancé un message bien distinct sur le marché.

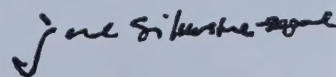
Nous désirons remercier nos actionnaires pour leur soutien et leur confiance en notre gestion. En 2004, la direction de Le Château poursuit son engagement à faire fructifier leurs investissements.

Enfin, aucune expression de gratitude ne serait suffisante pour souligner le talent immense, la créativité, la loyauté et l'enthousiasme de nos employés. De manière peu commune, leur engagement envers Le Château accorde leurs carrières aux objectifs à long terme de notre Société. Souhaitons qu'une fois de plus, leur dévouement et leur passion soient le levier de notre succès cette année.



HERSCHEL H. SEGAL

Président du Conseil
et chef de la direction



JANE SILVERSTONE, B.A.L.L.

Vice-présidente du Conseil



le château

ANALYSE PAR LA DIRECTION

de la situation financière et des résultats d'exploitation

Le 3 mai 2004

L'exercice financier 2003 désigne, dans tous les cas, la période de 53 semaines terminée le 31 janvier 2004, comparativement à l'exercice financier 2002 qui désigne la période de 52 semaines terminée le 25 janvier 2003. L'Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation doit être lue conjointement aux états financiers consolidés vérifiés et aux notes afférentes aux états financiers consolidés de l'exercice financier 2003.

INFORMATION ANNUELLE CHOISIE

[en milliers de dollars, sauf les montants par action]

	2003 \$	2002 \$	2001 \$
Ventes	226 766	217 660	187 540
Bénéfice avant impôts	17 123	12 375	4 010
Bénéfice net	10 648	7 562	1 852
Bénéfice net par action			
De base	2,07	1,52	0,38
Dilué	1,98	1,45	0,37
Total de l'actif	94 546	80 519	69 915
Dette à long terme ⁽¹⁾	4 580	1 978	1 958
Dividendes par action	0,40	0,40	0,40
Marge brute d'autofinancement	18 311	14 503	8 544
Augmentation des ventes des magasins comparables %	0,6 %	18,4 %	14,2 %
Superficie totale en pieds carrés à la fin de l'exercice	652 182	600 635	592 898
Ventes au pied carré, excluant les magasins-entrepôts (en dollars)	386	391	338

⁽¹⁾ Incluant les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Excluant la tranche de la dette à court terme et les avantages incitatifs reportés.

VENTES

Les ventes ont connu une hausse de 4,2 % durant l'exercice 2003, pour atteindre un chiffre d'affaires record de 226,8 millions de dollars, comparativement à 217,7 millions de dollars pour l'exercice précédent. Les magasins comparables ont connu une augmentation des ventes de 0,6 % au cours de l'exercice. En excluant les magasins-entrepôts, les ventes au pied carré ont connu une baisse, passant de 391 \$ en 2002, à 386 \$ en 2003.

Au cours de cette année parsemée de conditions et d'événements externes adverses, l'optimisation des profits est devenue un facteur clé de nos stratégies commerciales. Nous avons poursuivi nos efforts visant à l'élargissement de notre clientèle et à la différenciation de notre marque en offrant continuellement et au bon moment les tendances les plus innovatrices dans des vêtements de qualité à prix abordable.

Nous avons poursuivi le déploiement de notre nouveau concept de magasins 2002, un programme de remodelage mis en place dans environ le tiers de nos magasins à ce jour. Ce concept de design de magasins reflète nos efforts visant à rehausser la qualité de notre marque et à élargir notre clientèle. Par le biais d'un design épuré et d'une présentation visuelle clairement définie, cet environnement en magasin fait en sorte que chaque division puisse devenir une destination distincte, avec plus de visibilité.

VENTES TOTALES PAR DIVISION

[en milliers de dollars]

				variation en %	
	2003 \$	2002 \$	2001 \$	2003-2002	2002-2001
Vêtements pour femmes	138 047	134 848	121 904	2,4 %	10,6 %
Vêtements pour hommes	26 707	24 721	18 033	8,0 %	37,1 %
Vêtements JUNIOR GIRL	17 363	19 731	18 303	(12,0) %	7,8 %
Chaussures	16 700	14 623	14 078	14,2 %	3,9 %
Accessoires	27 949	23 737	15 222	17,7 %	55,9 %
	226 766	217 660	187 540	4,2 %	16,1 %

La division des vêtements pour femmes a enregistré une hausse de 2,4 % de ses ventes en 2003 et demeure la division de la Société qui génère le plus de ventes, comptant pour 60,9 % des ventes totales. Le Château continue d'améliorer la conception et la fabrication de ses produits, tout en se concentrant sur l'élargissement de sa clientèle.

Les divisions des accessoires et des chaussures ont enregistré les plus importantes augmentations des ventes en 2003, soit des hausses respectives de 17,7 % et de 14,2 %. Ces deux divisions présentent un potentiel de croissance considérable pour 2004 et les années à venir.

En 2003, les revenus générés par la division pour hommes ont connu une hausse de 8,0 %. Au cours de l'année, les rayons pour hommes de cinq magasins existants ont été agrandis par des locaux adjacents, et six autres magasins le seront aussi au cours du premier trimestre 2004, alors que la Société continue à investir dans ce segment de marché.

Les ventes de la division de vêtements JUNIOR GIRL, une collection destinée aux préadolescentes de 8 à 12 ans, ont enregistré une baisse de 12,0 % en 2003. L'ensemble du marché destiné aux préadolescentes a connu des ventes stagnantes et s'est sorti avec peine d'une année très difficile. En réaction au marché, nous avons réorganisé notre espace immobilier existant de manière à maximiser la rentabilité en déplaçant, lorsque nécessaire, l'espace de vente vers des divisions plus rentables.

VENTES TOTALES PAR RÉGION

[en milliers de dollars]

				variation en %	
	2003 \$	2002 \$	2001 \$	2003-2002	2002-2001
Ontario	78 991	76 242	64 793	3,6 %	17,7 %
Québec	63 556	59 199	47 576	7,4 %	24,4 %
Prairies	39 322	36 591	31 598	7,5 %	15,8 %
Colombie-Britannique	27 530	26 865	23 869	2,5 %	12,6 %
Maritimes	9 776	9 523	8 350	2,7 %	14,0 %
États-Unis	7 591	9 240	11 354	(17,8) %	(18,6) %
	226 766	217 660	187 540	4,2 %	16,1 %

Les Prairies et le Québec ont enregistré la plus forte croissance au chapitre des ventes, avec des augmentations respectives de 7,5 % et de 7,4 %. Dans les Prairies, les ventes des magasins comparables ont connu une augmentation de 2,2 %, alors qu'elles sont demeurées stables au Québec. Les magasins comparables de l'Ontario et des Maritimes ont aussi connu une hausse de leurs ventes, soit de 2,5 % et de 1,3 % respectivement.

Les ventes des magasins comparables (en \$ US) pour les quatre magasins de la Société situés aux États-Unis, tous dans la région de New York, ont connu une baisse de 8,3 % en 2003, comparativement à la même période l'année précédente. Le Château met tout en œuvre pour restreindre ses frais d'exploitation aux États-Unis et procédera au réaménagement de son portfolio immobilier afin d'en assurer la rentabilité. Pour le premier trimestre terminé le 1^{er} mai 2004, les ventes des magasins comparables ont connu une hausse de 22,5 % (en \$ US).

Durant l'année, Le Château a ouvert 6 nouveaux magasins et a rénové 18 magasins existants. Au 31 janvier 2004, la Société exploitait 165 magasins (dont 11 magasins-entrepôts) comparativement à 161 (dont 8 magasins-entrepôts) à la fin de l'exercice précédent. La superficie totale des magasins à la fin de l'exercice s'élevait à 652 000 pieds carrés, en regard de 601 000 pieds carrés à la fin de l'exercice précédent, soit une augmentation de plus de 8 %.

CHARGES D'EXPLOITATION

Exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, le coût des marchandises vendues et les frais d'achat et d'occupation ont diminué à 62,0 % par rapport à 64,6 % en 2002. Cette baisse est attribuable aux améliorations constamment apportées à la gestion des stocks, qui ont entraîné une marge bénéficiaire brute accrue.

Pour l'exercice 2003, les charges générales et les charges de vente et d'administration se chiffraient à 60,5 millions de dollars, comparativement à 57,0 millions de dollars en 2002. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires, les charges générales et les charges de vente et d'administration ont augmenté à 26,7 % en 2003, comparativement à 26,2 % en 2002.

Les intérêts débiteurs sont passés de 350 000 \$ en 2002 à 339 000 \$ en 2003, en raison d'un remboursement de 2,8 millions de dollars de la dette à long terme au cours de l'exercice et de la baisse des taux d'intérêt en 2003.

Les frais d'amortissement ont enregistré une hausse, passant de 6,9 millions de dollars en 2002 à 7,7 millions de dollars en 2003, cette hausse étant attribuable à des investissements additionnels dans les immobilisations.

La provision pour impôts de 6,5 millions de dollars en 2003 représente un taux d'imposition effectif de 37,8 %, comparativement à un taux de 38,9 % l'année précédente. La réduction du taux d'imposition effectif de l'année est due à la baisse du taux d'imposition sur le revenu du gouvernement fédéral.

BÉNÉFICE

Le bénéfice net a atteint un résultat record de 10,6 millions de dollars ou 2,07 \$ par action (de base) en 2003, comparativement à 7,6 millions de dollars ou 1,52 \$ par action en 2002.

Le bénéfice net de la Société attribuable à ses opérations au Canada totalisait 11,9 millions de dollars ou 2,32 \$ par action (de base), alors qu'elle a enregistré une perte nette aux États-Unis de 1,3 million de dollars canadiens ou (0,25) \$ CA par action.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

La Société possède des liquidités importantes, largement suffisantes pour soutenir ses activités d'exploitation, ainsi qu'une situation financière solide. Ces liquidités suivent une courbe saisonnière en fonction du calendrier des achats de stocks et des dépenses en immobilisations; les liquidités sont à leur sommet à la fin de l'exercice, et à leur plus bas niveau à la fin du second trimestre.

La situation de trésorerie de la Société s'établissait à 22,1 millions de dollars ou 4,21 \$ par action en 2003, en hausse par rapport à 15,0 millions de dollars ou 3,00 \$ par action en 2002. La marge brute d'autofinancement a augmenté à 18,3 millions de dollars en 2003, en regard de 14,5 millions de dollars l'année précédente, cette augmentation étant attribuable principalement à un bénéfice net plus élevé. Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation (incluant la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement) ont augmenté à 19,2 millions de dollars, comparativement à 16,0 millions de dollars en 2002.

Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation et de financement ont servi aux activités de financement et d'investissement suivantes :

- Des dépenses en immobilisations de 14,4 millions de dollars, réparties ainsi :

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

[en milliers de dollars]

	2003 \$	2002 \$	2001 \$
Ouverture de magasins (6 magasins; 2002 – 1 magasin; 2001 – 2 magasins)	1 434	298	341
Rénovation de magasins (18 magasins; 2002 – 16 magasins; 2001 – 11 magasins)	7 336	5 681	3 341
Systèmes informatiques	4 447	1 033	721
Autres	1 221	2 007	622
	14 438	9 019	5 025

De ces 14,4 millions de dollars de dépenses en immobilisations, une tranche de 14,3 millions de dollars est liée aux opérations canadiennes et de 0,1 million de dollars aux activités américaines. Des investissements dans les systèmes informatiques, 3,5 millions de dollars ont été consacrés à un nouveau système de terminaux aux points de vente mis en place pendant la première moitié de l'exercice 2004. Le budget total prévu pour ce projet est d'environ 4,5 millions de dollars.

- Le versement de dividendes totalisant 2,1 millions de dollars.
- Le remboursement des obligations découlant des contrats de location-acquisition et de la dette à long terme totalisant 2,8 millions de dollars.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

[en milliers de dollars]

	Total \$	Moins d'une année \$	1 à 3 années \$	4 à 5 années \$	Après 5 années \$
Dette à long terme	1 766	914	852	—	—
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5 253	1 525	2 888	840	—
Contrats de location-exploitation ⁽¹⁾	111 914	21 599	36 806	27 509	26 000
	118 933	24 038	40 546	28 349	26 000

⁽¹⁾ Les loyers minimums à verser en vertu de contrats de location-exploitation à long-terme, excluant les loyers supplémentaires fondés sur les ventes en magasin.

Pour l'exercice 2004, les dépenses en immobilisations prévues se chiffrent à environ 17 millions de dollars, dont 15,5 millions de dollars seront consacrés à l'ouverture de 6 à 10 nouveaux magasins et à la rénovation de 20 à 25 magasins existants, et 1,5 million de dollars sera investi dans la technologie informatique. De plus, afin d'offrir sa marque dans toutes les régions du Canada, la Société est continuellement à la recherche de nouvelles occasions dans des marchés clés.

La direction prévoit être en mesure de continuer à financer l'exploitation de la Société et la majorité des dépenses en immobilisations à même la marge brute d'autofinancement. Au besoin, elle pourrait également puiser dans ses ressources financières qui, à la fin de l'exercice, consistaient en des espèces et des quasi-espèces de 22,1 millions de dollars et une marge de crédit rotative de 16,0 millions de dollars qu'elle détient auprès de son institution bancaire.

La Société dispose jusqu'au 31 juillet 2004 d'une facilité de 4,5 millions de dollars afin de financer le nouveau système des points de vente. Les prélèvements en vertu de la facilité sont remboursables sur une période de 60 mois, et porteront intérêt à un taux fixe (taux des obligations du gouvernement du Canada de trois ans majoré de 2,26 %). La facilité est garantie par le matériel financé. Après le 31 janvier 2004, un montant de 3,2 millions de dollars a été prélevé sur cette facilité.

De plus, la Société dispose jusqu'au 31 août 2004 d'une facilité de 6,0 millions de dollars afin de financer les rénovations de magasins. Les prélèvements en vertu de la facilité sont remboursables sur une période de 48 mois et porteront intérêt à un taux fixe (taux des obligations du gouvernement du Canada de trois ans majoré de 2,35 %). La facilité est garantie par les agencements et le matériel des magasins financés. Au 1^{er} mai 2004, aucun montant n'avait été prélevé en vertu de cette facilité.

La Société ne dispose d'aucun arrangement de financement sans effet hors bilan.

SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement se chiffrait à 25,0 millions de dollars à la fin de l'exercice, comparativement à 18,4 millions de dollars à la fin de 2002.

Les stocks ont augmenté à 26,1 millions de dollars par rapport à 25,5 millions de dollars un an auparavant, cette hausse étant principalement attribuable à la réception anticipée de notre collection de printemps cette année, ainsi qu'au fait que le présent exercice financier s'est clos une semaine plus tard, comparativement au précédent exercice.

L'avoir des actionnaires a connu une hausse pour se chiffrent à 61,2 millions de dollars à la fin de l'exercice, déduction faite des 2,1 millions de dollars versés en dividendes. La valeur comptable par action a augmenté à 11,66 \$ à la fin de l'exercice, en regard de 10,25 \$ au 25 janvier 2003, et comprenait 4,21 \$ d'espèces et de quasi-espèces.

Le total de la dette à long terme et des obligations en vertu des contrats de location-acquisition, y compris les tranches à court terme, s'est haussé à 7,0 millions de dollars par rapport à 4,2 millions de dollars en 2002, après le financement additionnel de 5,6 millions de dollars de la dette à long terme et le remboursement de 2,8 millions de dollars effectués au cours de l'exercice. Le ratio d'endettement à long terme est demeuré sain à 0,11 : 1, comparativement à 0,08 : 1 l'année précédente.

DIVIDENDES

En 2003, Le Château a maintenu, pour la dixième année consécutive, sa politique de versement de dividendes trimestriels sur les actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et les actions de catégorie B avec droit de vote. Le total des dividendes par action de catégories A et B versés s'élevait à 0,10 \$ par trimestre ou 0,40 \$ pour l'exercice 2003.

Le 30 avril 2004, le Conseil d'administration de la Société a approuvé une augmentation de 50 % de son dividende trimestriel, qui passe de 0,10 \$ à 0,15 \$ par action, payable le 7 juin 2004 aux actionnaires inscrits en date du 21 mai 2004 à la fermeture des bureaux. Le rendement des actions – basé sur le cours de clôture de 15,25 \$ par action enregistré le 30 avril 2004 – était de 3,9 %.

Un nombre de 2 229 841 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et de 3 020 000 actions de catégories B avec droit de vote étaient en circulation au 1^{er} mai 2004. De plus, un nombre de 425 250 options sur actions, dont les prix d'exercice vont de 2,33 \$ à 7,25 \$, étaient en circulation. De ces options en circulation, 193 950 étaient exerçables.

NORMES COMPTABLES MISES EN ŒUVRE EN 2003

Rémunérations à base d'actions

En date du 27 janvier 2002, la Société a adopté, de manière prospective, les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'«ICCA») sur les rémunérations et autres paiements à base d'actions. Ces recommandations exigent que la rémunération à l'égard de toutes les attributions aux non-employés et certaines attributions aux employés, y compris les droits à la plus-value d'actions, les attributions directes d'actions et les attributions qui prévoient un règlement en espèces ou autres actifs, soient mesurées et comptabilisées dans les états financiers à la juste valeur. Ces recommandations ont été modifiées par la suite et exigent maintenant que le coût de rémunération soit constaté dans l'état des résultats.

Conformément aux recommandations de l'ICCA susmentionnées, toute contrepartie payée par les employés au moment de l'exercice des options sur actions attribuées est portée au crédit du capital social. Les informations pro forma relatives au coût de rémunération devant être fournies en vertu de la méthode de la juste valeur sont présentées à la note 8 des « États financiers consolidés ». En ce qui a trait aux options sur actions attribuées avant le 27 janvier 2002, la Société n'est pas tenue de présenter ou de comptabiliser le coût de rémunération qui s'y rattache, et les chiffres correspondants n'ont pas été retraités.

Le coût de rémunération relatif aux options sur actions attribuées aux employés après le 25 janvier 2003 sera comptabilisé à l'état consolidé des résultats. Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2004, les résultats de la Société n'ont pas été touchés, car aucune option n'a été attribuée.

NORMES COMPTABLES RÉCEMMENT ÉMISES

Relations de couverture

En 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité N° 13 « Relations de couverture », qui traite de l'identification, de la documentation, de la désignation et de l'efficacité des couvertures et également de la cessation de la comptabilité de couverture, mais ne précise pas les méthodes de comptabilité de couverture. Cette note d'orientation est applicable aux relations de couverture en vigueur dans les exercices commençant le 1^{er} juillet 2003 ou à une date ultérieure.

Dépréciation d'actifs à long terme

Le 1^{er} février 2004, la Société a adopté de manière prospective le chapitre 3063 du Manuel de l'ICCA intitulé «Dépréciation d'actifs à long terme», en vertu duquel une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme destiné à être utilisé n'est pas recouvrable et excède sa juste valeur.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes et notes d'orientation et, par conséquent, n'a pas encore évalué l'incidence, le cas échéant, sur les états financiers consolidés subséquents.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

La préparation des états financiers exige de la Société qu'elle estime l'incidence de divers éléments qui sont intrinsèquement incertains en date des états financiers. Chacune des estimations requises varie selon le degré de jugement utilisé et son incidence potentielle sur les résultats financiers présentés de la Société. Les estimations sont jugées déterminantes lorsqu'une estimation différente aurait pu être utilisée ou lorsque des changements dans l'estimation sont vraisemblablement susceptibles de survenir d'un exercice à un autre et qu'ils auraient une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur l'évolution de sa situation financière ou sur les résultats de son exploitation. Les principales conventions comptables de la Société sont présentées à la note 1 des « Notes différentes aux états financiers consolidés », et les estimations comptables déterminantes inhérentes à ces conventions comptables sont présentées dans les paragraphes suivants.

Évaluation des stocks

La Société inscrit une provision pour refléter la meilleure estimation de la direction à l'égard de la valeur de réalisation nette, incluant une marge bénéficiaire normale sur ses stocks. En outre, une provision au titre de la diminution et de la désuétude des stocks est calculée en fonction des résultats passés. La direction revoit continuellement la totalité de la provision afin de déterminer, en fonction de la conjoncture économique et de l'évaluation des tendances de ventes passées, si cette dernière est adéquate.

Dépréciation des immobilisations

La direction procède à une évaluation de la valeur courante des actifs associés aux magasins de détail. Une réduction de valeur est comptabilisée si les fonds autogénérés anticipés non actualisés devant être générés par les actifs associés aux magasins de détail s'avèrent inférieurs à leur valeur comptable.

RISQUES ET INCERTITUDES

Concurrence et conjoncture économique

La mode est une industrie hautement concurrentielle et d'envergure internationale qui se doit de suivre l'évolution rapide de la demande des consommateurs. De plus, plusieurs facteurs extérieurs, indépendants de notre volonté, influencent le climat économique et la confiance des consommateurs. Cet environnement accentue l'importance d'une différenciation en magasin, d'un service à la clientèle de qualité et du dépassement continu des attentes des clients, afin de leur offrir une expérience globale en magasin.

Dans cette optique, Le Château croit que son caractère distinctif, la mise en marché et le design novateurs de ses magasins, sa situation financière solide, ainsi que son équipe gagnante d'employés dynamiques se consacrant à offrir la meilleure expérience en magasin qui soit, contribueront au succès continu de son entreprise.

Baux

Tous les magasins de la Société sont assujettis à des contrats de location à long terme, dont la majorité sont assortis de conditions de location favorables. Toute augmentation des taux de location aurait des conséquences négatives pour la Société.

Risque de change

Le risque de change auquel la Société est exposée se limite aux fluctuations des cours entre le dollar canadien et le dollar américain. La Société a recours à des contrats à terme pour fixer le taux de change sur ses besoins prévus en dollars américains.

La Société est partie à des contrats de change utilisés pour gérer les risques liés aux taux de change. Les gains et pertes matérialisés sur les contrats de change conclus afin de couvrir des opérations futures sont inclus dans la mesure de l'opération de change connexe.

La Société conclut des contrats de change à terme en vertu desquels elle est tenue d'acheter des montants spécifiques de devises à des dates ultérieures établies et à des taux de change à terme fixés d'avance. Les contrats sont appariés avec les achats de devises prévus aux États-Unis. La Société conclut des contrats de change à terme pour se protéger contre les risques de pertes découlant d'une baisse éventuelle de la valeur du dollar canadien par rapport aux devises. Afin de minimiser les risques, la Société ne conclut des contrats de change à terme qu'avec des banques à charte canadiennes.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

[en milliers de dollars, sauf les montants par action]

	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre		Total	
	2003 \$	2002 \$	2003 \$	2002 \$	2003 \$	2002 \$	2003 \$	2002 \$	2003 \$	2002 \$
Ventes	45 270	42 960	54 180	51 597	57 763	60 434	69 553	62 669	226 766	217 660
Bénéfice avant impôts	826	667	4 153	3 888	6 120	4 946	6 024	2 874	17 123	12 375
Bénéfice net	381	343	2 543	2 422	3 810	3 009	3 914	1 788	10 648	7 562
Bénéfice net par action										
De base	0,08	0,07	0,50	0,49	0,74	0,60	0,75	0,36	2,07	1,52
Dilué	0,07	0,07	0,48	0,47	0,71	0,57	0,72	0,34	1,98	1,45

Le chiffre d'affaires de la Société suit habituellement une courbe saisonnière; en effet, les ventes au détail sont plus élevées au cours des troisième et quatrième trimestres, résultats attribuables respectivement à la période de la rentrée des classes et à la période des Fêtes.

Résultats du quatrième trimestre

La Société a enregistré une augmentation des ventes de 11,0 % pour atteindre 69,6 millions de dollars pour la période de 14 semaines qui a pris fin le 31 janvier 2004, comparativement à des ventes de 62,7 millions de dollars pour la période de 13 semaines ayant pris fin le 25 janvier 2003. Les ventes des magasins comparables ont connu une hausse de 3,4 % au cours du quatrième trimestre, comparativement à la même période l'an dernier.

La Société a enregistré une hausse de 119 % de son bénéfice net pour le quatrième trimestre, soit un bénéfice net de 3 914 000 \$ ou 0,75 \$ par action, en regard de 1 788 000 \$ ou 0,36 \$ par action pour la même période l'année précédente.

PERSPECTIVES

Le Château prévoit une croissance stable des ventes et du bénéfice pour l'exercice 2004. Pour le premier trimestre terminé le 1^{er} mai 2004, les ventes totales ont augmenté de 11,9 % et les ventes des magasins comparables ont connu une hausse de 5,3 %. En rehaussant ses normes de service et en présentant des produits innovateurs, la Société continuera à faire de la satisfaction de sa clientèle sa priorité. De plus, elle poursuivra ses efforts visant à améliorer tous les aspects de l'entreprise par une consolidation constante de sa marque, une meilleure gestion des stocks, ainsi qu'un contrôle plus sévère des coûts et des investissements dans la recherche, la conception et le développement, les rénovations et les nouvelles technologies.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Cette « Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation », de même que le rapport annuel, contiennent des énoncés prévisionnels portant sur la Société ou sur l'environnement dans lequel elle œuvre qui sont fondés sur des attentes, des suppositions et des prévisions de la Société. Ces énoncés ne constituent pas des garanties de rendement futur et comportent des risques et des incertitudes difficiles à prévoir et indépendants de la volonté de la Société. De fait, un certain nombre de facteurs peuvent intervenir et faire en sorte que les résultats soient différents sur le plan matériel de ceux qui sont exprimés dans ce communiqué, facteurs qui sont évoqués dans d'autres documents publics de la Société. Donc, les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée aux énoncés prévisionnels. De plus, ces derniers ne font état que de la situation au jour où ils ont été écrits et la Société nie toute intention ou obligation de mettre à jour ou de revoir de tels énoncés à la suite de quelque événement ou circonstance que ce soit.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte qu'il y ait un écart important entre les résultats ou les événements réels et les prévisions actuelles incluent notamment : la capacité de la Société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et la mesure dans laquelle ces initiatives seront aussi fructueuses que prévues; les conditions de concurrence dans le secteur dans lequel évolue la Société; la variation des dépenses de consommation; les conditions économiques générales et les incertitudes habituelles liées aux affaires; les préférences des consommateurs à l'égard de la gamme de produits; les conditions météorologiques saisonnières; la variation des taux de change; les changements dans les relations qu'entretient la Société avec ses fournisseurs; les fluctuations des taux d'intérêt et les autres variations des frais d'emprunt; et les modifications des lois, règles et réglementations applicables à la Société.



Carrefour Laval
Québec, Canada



le château

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

À l'égard de l'information financière

Les états financiers consolidés ci-joints de Le Château Inc. et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction.

Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Lorsqu'il était possible d'appliquer d'autres méthodes comptables, la direction a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances. Les états financiers ne sont pas précis, puisqu'ils renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers soient présentés fidèlement, à tous égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers.

La Société maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs de qualité supérieure, moyennant un coût raisonnable. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la Société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé d'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification, qui se compose de trois administrateurs externes nommés par le conseil d'administration. À chaque trimestre, le comité rencontre la direction ainsi que les vérificateurs externes indépendants, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de vérification et de présentation de l'information financière. Le comité examine également les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. De plus, le comité étudie, dans le but de soumettre à l'examen du conseil d'administration et à l'approbation des actionnaires, la nomination des vérificateurs externes ou le renouvellement de leur mandat. Les vérificateurs externes ont librement et pleinement accès au comité de vérification.

Les états financiers ont été vérifiés, au nom des actionnaires, par les vérificateurs externes Ernst & Young s.r.l., conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada.



Herschel H. Segal
Président du Conseil et
chef de la direction



Emilia Di Raddo, CA
Présidente et
secrétaire générale


RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de Le Château Inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Le Château Inc. aux 31 janvier 2004 et 25 janvier 2003 et les états consolidés des bénéfices non répartis, des résultats, et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 janvier 2004 et 25 janvier 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Montréal, Canada
le 25 mars 2004

Comptables agréés

BILANS CONSOLIDÉS

Au 31 janvier 2004

[chiffres correspondants au 25 janvier 2003]

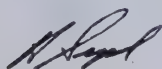
[en milliers de dollars]

	2004 \$	2003 \$
ACTIF [note 2]		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces [note 15]	22 067	15 040
Débiteurs et charges payées d'avance	1 394	1 169
Stocks [note 3]	26 075	25 482
Prêt à un administrateur [note 4]	566	—
Total de l'actif à court terme	50 102	41 691
Prêt à un administrateur [note 4]	—	566
Immobilisations [note 5]	44 444	38 262
	94 546	80 519
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer [note 11]	20 148	17 609
Dividendes à payer	525	503
Impôts sur les bénéfices à payer	2 003	2 877
Tranche échéant à moins d'un an des obligations découlant de contrats de location-acquisition [note 6]	1 525	776
Tranche échéant à moins d'un an de la dette à long terme [note 7]	914	1 483
Total du passif à court terme	25 115	23 248
Obligations découlant de contrats de location-acquisition [note 6]	3 728	212
Dette à long terme [note 7]	852	1 766
Impôts sur les bénéfices futurs [note 9]	1 758	1 888
Avantages incitatifs reportés	1 931	1 913
Total du passif	33 384	29 027
Capitaux propres		
Capital social [note 8]	14 774	13 680
Bénéfices non répartis	46 388	37 812
Total des capitaux propres	61 162	51 492
	94 546	80 519

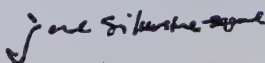
Engagements [note 11]

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,



Herschel H. Segal
Administrateur



Jane Silverstone, B.A.L.L.
Administratrice

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercice terminé le 31 janvier 2004

[chiffres correspondants pour l'exercice terminé le 25 janvier 2003]

[en milliers de dollars]

	2004 \$	2003 \$
Solde au début de l'exercice	37 812	32 249
Bénéfice net	10 648	7 562
	48 460	39 811
Dividendes	2 072	1 999
Solde à la fin de l'exercice	46 388	37 812

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 janvier 2004

[chiffres correspondants pour l'exercice terminé le 25 janvier 2003]

[en milliers de dollars, sauf les montants relatifs aux actions]

	2004 \$	2003 \$
Chiffre d'affaires	226 766	217 660
Coût des marchandises vendues et charges		
Coût des marchandises vendues, frais d'achat et d'occupation	140 537	140 705
Charges générales et charges de vente et d'administration	60 511	57 012
Intérêts	339	350
Amortissement	7 745	6 937
Radiation d'immobilisations	511	281
	209 643	205 285
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	17 123	12 375
Provision pour impôts sur les bénéfices [note 9]	6 475	4 813
Bénéfice net	10 648	7 562
Résultat net par action [note 10]		
De base	2,07	1,52
Dilué	1,98	1,45
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	5 133 949	4 979 581

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 janvier 2004

[chiffres correspondants pour l'exercice terminé le 25 janvier 2003]

[en milliers de dollars]

	2004 \$	2003 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	10 648	7 562
Rajustement pour déterminer les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Amortissement	7 745	6 937
Radiation d'immobilisations	511	281
Amortissement des avantages incitatifs reportés	(463)	(393)
Impôts sur les bénéfices futurs	(130)	116
	18 311	14 503
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation [note 13]	847	1 526
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	19 158	16 029
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement d'un prêt à un administrateur	—	120
Produits des contrats de location-acquisition	5 620	—
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	(1 355)	(1 537)
Produit de la dette à long terme	—	2 500
Remboursement de la dette à long terme	(1 483)	(1 210)
Avantages incitatifs reportés	481	82
Émission de capital social	1 094	235
Dividendes versés	(2 050)	(1 990)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	2 307	(1 800)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(14 438)	(9 019)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(14 438)	(9 019)
Augmentation des espèces et quasi-espèces	7 027	5 210
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	15 040	9 830
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	22 067	15 040
Information supplémentaire :		
Intérêts payés pendant l'exercice	339	350
Impôts sur les bénéfices payés pendant l'exercice, montant net	7 473	3 555

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES

AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 janvier 2004 et 25 janvier 2003

[Les montants des tableaux sont en milliers de dollars, sauf les montants par action et sauf indication contraire.]

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus nécessite l'utilisation par la direction d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les résultats réels pourraient être différents des montants estimés. De l'avis de la direction, les états financiers ont été dressés de façon appropriée selon les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Le Château Inc. et de sa filiale en propriété exclusive.

Conversion des comptes exprimés en monnaie étrangère

Les opérations libellées en monnaie étrangère et les établissements étrangers intégrés utilisent la méthode temporelle. Les actifs et passifs monétaires sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Les autres actifs et passifs sont convertis aux taux en vigueur aux dates des opérations. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur au cours de l'exercice, à l'exception du coût des stocks utilisés et de l'amortissement, lesquels sont convertis aux taux de change en vigueur au moment de l'acquisition des actifs connexes. Les résultats font état des gains et pertes de change.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces se composent des fonds en caisse et des soldes auprès d'institutions bancaires. Les quasi-espèces se limitent aux placements qui peuvent être facilement convertibles en un montant connu d'espèces, en plus d'être assujettis à un risque de variation minimal de leur valeur et d'être assortis d'une échéance initiale de trois mois ou moins.

Stocks

Les matières premières et les produits en cours sont évalués au moindre du coût spécifique et de la valeur de réalisation nette. Les produits finis sont évalués, selon la méthode de l'inventaire au prix de détail, au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette moins la marge bénéficiaire normale.

Immobilisations et amortissement

Toutes les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est imputé aux résultats comme suit :

Bâtiment	10 %, amortissement dégressif
Mobilier et matériel	5 à 10 ans, amortissement linéaire
Automobiles	30 %, amortissement dégressif

Les droits de location et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale des baux, plus une période de renouvellement, ne pouvant dépasser dix ans.

Le 1^{er} février 2004, la Société adoptera de manière prospective le chapitre 3063 du Manuel de l'ICCA intitulé «Dépréciation d'actifs à long terme», en vertu duquel une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme destiné à être utilisé n'est pas recouvrable et excède sa juste valeur. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de la nouvelle norme.

Avantages incitatifs reportés

Les avantages incitatifs reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale des baux, plus une période de renouvellement, ne pouvant dépasser dix ans.

1. CONVENTIONS COMPTABLES [suite]

Rémunérations à base d'actions

En date du 27 janvier 2002, la Société a adopté, de manière prospective, les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'«ICCA») sur les rémunérations et autres paiements à base d'actions. Ces recommandations exigent que la rémunération à l'égard de toutes les attributions aux non-employés et certaines attributions aux employés, y compris les droits à la plus-value d'actions, les attributions directes d'actions et les attributions qui prévoient un règlement en espèces ou autres actifs, soient mesurées et comptabilisées dans les états financiers à la juste valeur. Ces recommandations ont été modifiées par la suite et exigent maintenant que le coût de rémunération soit constaté dans l'état des résultats.

Conformément aux recommandations de l'ICCA susmentionnées, toute contrepartie payée par les employés au moment de l'exercice des options sur actions attribuées est portée au crédit du capital social. Les informations pro forma relatives au coût de rémunération devant être fournies en vertu de la méthode de la juste valeur sont présentées à la note 8. En ce qui a trait aux options sur actions attribuées avant le 27 janvier 2002, la Société n'est pas tenue de présenter ou de comptabiliser le coût de rémunération qui s'y rattache, et les chiffres correspondants n'ont pas été retraités.

Le coût de rémunération relatif aux options sur actions attribuées aux employés après le 25 janvier 2003 sera comptabilisé à l'état consolidé des résultats. Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2004, les résultats de la Société n'ont pas été touchés, car aucune option n'a été attribuée.

Frais d'ouverture de magasins

Les frais d'ouverture de magasins sont passés en charges dès qu'ils sont engagés.

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices, laquelle exige que le calcul des actifs et des passifs d'impôts futurs soit fait selon les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur, dans l'éventualité d'écarts temporaires causés par la différence entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable.

Résultat par action

Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution est calculé comme si la totalité des options ayant un effet dilutif avaient été exercées au début de la période considérée ou à la date d'émission, si elle est postérieure, et le produit de l'exercice de ces options est utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant la période.

Instruments financiers dérivés

La Société est partie à des contrats de change utilisés pour gérer les risques liés aux taux de change. Les gains et pertes matérialisés sur les contrats de change conclus afin de couvrir des opérations futures sont inclus dans la mesure de l'opération de change connexe.

Fin de l'exercice

L'exercice de la Société se termine le dernier samedi de janvier. L'exercice terminé le 31 janvier 2004 porte sur une période de 53 semaines, tandis que l'exercice terminé le 25 janvier 2003 porte sur une période de 52 semaines.

2. FACILITÉS DE CRÉDIT

La Société dispose de facilités de crédit d'exploitation s'élevant à 11 millions de dollars, qui sont portées à 16 millions de dollars pendant la période du 15 avril au 15 septembre, garanties par les débiteurs et les stocks de la Société, les actions émises d'une filiale et une hypothèque mobile qui prévoit une charge sur les actifs de la Société. Cette convention de crédit est renouvelable annuellement. Les montants prélevés sur ces facilités de crédit sont remboursables à vue et portent intérêt aux taux établis d'après le taux bancaire préférentiel pour les emprunts libellés en dollars canadiens, d'après le taux de base aux États-Unis pour les emprunts libellés en dollars américains et d'après le taux des acceptations bancaires majoré de 1,25 % pour les acceptations bancaires en dollars canadiens. En outre, les modalités de la convention bancaire exigent que la Société respecte certains ratios financiers et non-financiers.

La Société dispose jusqu'au 30 avril 2004 d'une facilité de 4,5 millions de dollars afin de financer le nouveau système des points de vente. Les prélèvements en vertu de la facilité sont remboursables sur une période de 60 mois, et porteront intérêt à un taux fixe (taux des obligations du gouvernement du Canada de trois ans majoré de 2,26 %). La facilité est garantie par le matériel financé. Après le 31 janvier 2004, un montant de 3,2 millions de dollars a été prélevé sur cette facilité.

De plus, la Société dispose jusqu'au 31 août 2004 d'une facilité de 6 millions de dollars afin de financer les rénovations de magasins. Les prélèvements en vertu de la facilité sont remboursables sur une période de 48 mois et porteront intérêt à un taux fixe (taux des obligations du gouvernement du Canada de trois ans majoré de 2,35 %). La facilité est garantie par les agencements et le matériel des magasins financés. Au 25 mars 2004, aucun montant n'avait été prélevé en vertu de cette facilité.

3. STOCKS

	31 janvier 2004 \$	25 janvier 2003 \$
Matières premières	4 246	4 800
Produits en cours	1 119	1 234
Produits finis	20 710	19 448
	26 075	25 482

4. PRÊT À UN ADMINISTRATEUR

Le prêt ne porte pas intérêt et a été accordé en vertu du régime d'achat d'actions.

Au 31 janvier 2004, les actions que détient la Société à titre de sûreté pour le prêt ont une valeur marchande de 625 000 \$ [503 000 \$ en 2003]. Ce prêt a été remboursé le 27 février 2004.

5. IMMOBILISATIONS

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
31 janvier 2004			
Terrain et bâtiment	989	519	470
Droits de location et améliorations locatives	26 847	11 951	14 896
Caisses enregistreuses aux points de vente et matériel informatique	8 339	3 933	4 406
Autres mobilier et agencements	36 567	15 386	21 181
Automobiles	130	94	36
Matériel aux points de vente pas encore utilisé	3 455	—	3 455
	76 327	31 883	44 444
25 janvier 2003			
Terrain et bâtiment	989	474	515
Droits de location et améliorations locatives	24 867	10 887	13 980
Caisses enregistreuses aux points de vente et matériel informatique	8 311	3 507	4 804
Autres mobilier et agencements	32 040	13 111	18 929
Automobiles	131	97	34
	66 338	28 076	38 262

Des immobilisations de 6 290 000 \$ [2 645 000 \$ en 2003] sont détenues en vertu de contrats de location-acquisition. L'amortissement cumulé à l'égard de ces immobilisations totalise 553 000 \$ [691 000 \$ en 2003].

6. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Les loyers minimums futurs à payer en vertu des contrats de location-acquisition sont comme suit :

	\$
2005	1 812
2006	1 594
2007	1 594
2008	858
Total des loyers minimums à payer	5 858
Montant représentant l'intérêt à des taux se situant entre 5,5 % et 6,4 %	605
	5 253
Moins la tranche échéant à moins d'un an	1 525
	3 728

La juste valeur des contrats de location-acquisition à taux fixe est fondée sur les flux de trésorerie futurs estimatifs actualisés au taux courant du marché pour les dettes ayant la même durée jusqu'à l'échéance. La juste valeur de ces contrats de location-acquisition se rapproche de leur valeur comptable.

7. DETTE À LONG TERME

	31 janvier 2004 \$	25 janvier 2003 \$
Prêt remboursé au cours de l'exercice	—	446
Convention de sécurité garantie II de 6,97 %, échéant le 15 juillet 2004	178	524
Convention de sécurité garantie III de 6,35 %, échéant le 27 février 2006	1 588	2 279
	1 766	3 249
Moins la tranche échéant à moins d'un an	914	1 483
	852	1 766

Les contrats d'emprunt sont garantis par la totalité des immobilisations acquises avec le produit de la dette à long terme.

Les remboursements du capital sont payables au cours des exercices suivants :

	\$
2005	914
2006	784
2007	68
	1 766

La juste valeur des emprunts décrits ci-dessus se rapproche de leur valeur comptable.

8. CAPITAL SOCIAL

Autorisé

Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier, deuxième et troisième rangs, sans droit de vote et pouvant être émises en série.

Un nombre illimité d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne.

Un nombre illimité d'actions de catégorie B avec droit de vote.

Émis

	31 janvier 2004 \$	25 janvier 2003 \$
2 226 041 actions de catégorie A [2 001 481 en 2003]	13 710	12 616
3 020 000 actions de catégorie B	1 064	1 064
	14 774	13 680

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2004, la Société a émis 224 560 actions de catégorie A [78 940 en 2003] en vertu du régime d'options sur actions pour 1 094 000 \$ [235 000 \$ en 2003].

Caractéristiques principales

- [a] En ce qui a trait au versement de dividendes et au rendement du capital, les actions prennent rang comme suit :
- Privilégiées de premier rang
 - Privilégiées de deuxième rang
 - Privilégiées de troisième rang
 - Catégorie A et catégorie B
- [b] Sous réserve des droits des actionnaires privilégiés, les porteurs d'actions de catégorie A ont droit à un dividende privilégié non cumulatif de 0,05 \$ par action, après quoi les porteurs d'actions de catégorie B ont droit à un dividende non cumulatif de 0,05 \$ par action. Tout autre dividende déclaré au cours d'un exercice doit être déclaré et versé en montants égaux par action pour toutes les actions de catégorie A et de catégorie B alors en circulation, sans privilège ni distinction.
- [c] Sous réserve de ce qui précède, les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont égalité de rang, action pour action, quant aux bénéfices.
- [d] Les actions de catégorie A confèrent un vote par action et les actions de catégorie B, 10 votes par action.
- [e] Les actions de catégorie A sont convertibles en actions de catégorie B à raison d'une action pour une action si la société mère cesse de contrôler la Société ou si une offre est acceptée quant à la vente de plus de 20 % des actions de catégorie B alors en circulation à un prix supérieur à 115 % de leur cours à la cote. Les actions de catégorie B sont convertibles en actions de catégorie A en tout temps, à raison d'une action pour une action.

8. CAPITAL SOCIAL [suite]

Régime d'options sur actions

En vertu des dispositions du régime d'options sur actions, la Société peut attribuer des options à des employés clés et des administrateurs pour acheter des actions de catégorie A. Le régime, qui a été modifié le 28 mai 1997, le 7 avril 2000, le 20 avril 2001 et le 25 avril 2003, prévoit qu'un maximum de 1 500 000 actions de catégorie A peut être émis. Le prix de l'option ne peut être inférieur à la moyenne simple des cours extrêmes d'un lot régulier d'actions de catégorie A à la Bourse de Toronto le dernier jour ouvrable avant la date à laquelle l'option est attribuée. Les options sur actions peuvent être exercées progressivement par le porteur sur une période de deux à cinq ans débutant à la date d'attribution. Depuis la création, 891 690 options ont été exercées.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de la situation du régime d'options sur actions de la Société aux 31 janvier 2004 et 25 janvier 2003 et des variations pendant les exercices terminés à ces dates :

	31 janvier 2004		25 janvier 2003	
	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au début de l'exercice	734 210	5,81	620 950	5,05
Attribuées	—	—	284 960	6,84
Exercées	224 560	4,87	78 940	2,98
Annulées/échues	80 500	9,78	92 760	6,31
En cours à la fin de l'exercice	429 150	5,55	734 210	5,81
Options exerçables à la fin de l'exercice	127 570	4,77	282 370	5,49

Le tableau suivant résume l'information relative aux options sur actions en cours au 31 janvier 2004.

Fourchette de prix d'exercice \$	Nombre en cours au 31 janvier 2004	Durée de vie restante moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options exerçables au 31 janvier 2004	Prix d'exercice moyen pondéré \$
2,33 à 2,99	17 000	2 ans	2,33	17 000	2,33
3,00 à 5,99	160 300	2,5 ans	3,76	60 400	3,75
6,00 à 6,99	52 750	3 ans	6,05	15 070	6,06
7,00 à 7,25	199 100	3 ans	7,14	35 100	7,15
2,33 à 7,25	429 150	3 ans	5,55	127 570	4,77

La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des options attribuées au cours de l'exercice terminé le 25 janvier 2003 s'est élevée à 1,54 \$ l'option. La juste valeur de chaque option attribuée a été établie à la date de l'attribution à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes, les hypothèses moyennes pondérées suivantes étant utilisées pour les options attribuées au cours de la période. De manière pro forma, si la Société avait utilisé la méthode de la juste valeur marchande pour comptabiliser le régime d'options sur actions, son bénéfice net de l'exercice aurait été de 10 568 000 \$ (résultat de base par action de 2,06 \$ et résultat dilué par action de 1,97 \$). Aucune rémunération n'a été comptabilisée pour ces options sur actions.

8. CAPITAL SOCIAL [suite]

	Hypothèses
Dividendes prévus	0,40 \$
Volatilité prévue	46 %
Taux d'intérêt sans risque	4,40 %
Durée prévue	3,1 années

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2004, aucune option sur actions n'a été attribuée. Par conséquent, aucune rémunération n'a été comptabilisée pour l'exercice.

Régime d'achat d'actions

En vertu des dispositions du régime d'achat d'actions, la Société peut accorder à ses employés clés des droits de souscription visant des actions de catégorie A. Le régime, qui a été modifié le 28 mai 1997, prévoit qu'un maximum de 10 000 actions de catégorie A peut être émis à compter du 28 mai 1997 et que le prix de souscription ne peut être inférieur au cours de clôture des actions de catégorie A à la Bourse de Toronto le dernier jour ouvrable avant la date à laquelle le droit de souscription a été accordé. Depuis le 28 mai 1997, aucune action n'a été émise en vertu du régime d'achat d'actions.

9. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Au 31 janvier 2004, une filiale américaine avait des pertes accumulées de 11,7 millions de dollars CA [8,8 millions de dollars US] venant à échéance de 2005 à 2019. Une provision pour moins-value a été inscrite à l'égard des actifs d'impôts futurs correspondants et, par conséquent, les économies fiscales relatives aux reports prospectifs de ces pertes n'ont pas été comptabilisées dans les états financiers.

Les pertes fiscales américaines viennent à échéance comme suit:

	\$
2005	1 421
2006	1 837
2007	2 727
2008	509
2009	100
2010 – 2019	5 113
	11 707

Voici un rapprochement du taux d'imposition moyen prévu par la loi et du taux d'imposition réel :

	2004 %	2003 %
Taux d'imposition moyen prévu par la loi	35,1	37,5
Augmentation (diminution) du taux d'imposition découlant de ce qui suit :		
Pertes fiscales américaines non déductibles	2,9	2,8
Éléments non déductibles et impôt des grandes sociétés	(0,2)	(1,4)
Taux d'imposition réel	37,8	38,9

9. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES [suite]

Les détails de la provision pour impôts sur les bénéfices sont comme suit:

	2004 \$	2003 \$
Impôts exigibles	6 605	4 697
Impôts futurs	(130)	116
Provision pour impôts sur les bénéfices	6 475	4 813

L'incidence fiscale des écarts temporaires et des pertes d'exploitation nettes qui donnent lieu à des actifs et passifs d'impôts futurs est comme suit:

	2004 \$	2003 \$
Passifs d'impôts futurs		
Valeur comptable des immobilisations en sus de la valeur fiscale	4 099	2 732
Total des passifs d'impôts futurs	4 099	2 732
Actifs d'impôts futurs		
Contrats de location-exploitation	1 706	193
Avantages incitatifs reportés	635	651
Pertes fiscales américaines	5 139	4 328
Provision pour moins-value	(5 139)	(4 328)
Total des actifs d'impôts futurs	2 341	844
Impôts futurs nets	1 758	1 888

10. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Le résultat dilué par action fait état de l'effet de dilution découlant de l'exercice des options sur actions en cours à la fin de l'exercice ou des options exercées au cours de l'exercice, comme si elles avaient été exercées au début de l'exercice ou à la date de leur attribution si l'attribution survient après le début de l'exercice. Le tableau qui suit présente un rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés dans le calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action.

	2004 \$	2003 \$
Résultat net (numérateur)	10 648	7 562
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dénominateur)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	5 134	4 980
Effet dilutif des options sur actions	238	232
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	5 372	5 212

11. ENGAGEMENTS

La Société dispose de lettres de crédit d'un montant de 4 727 000 \$ dont 1 388 000 \$ ont été utilisés à la fin de l'exercice. Les lettres de crédit représentent des garanties de paiement d'achats auprès de fournisseurs étrangers et leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable. Les lettres de crédit disponibles réduisent les lignes de crédit d'exploitation disponibles décrites à la note 2.

Les loyers minimums à verser en vertu de contrats de location-exploitation à long terme se présentent comme suit :

	\$
2005	21 599
2006	19 662
2007	17 144
2008	15 263
2009	12 246
Par la suite	26 000
	111 914

Certains des contrats de location-exploitation prévoient des loyers annuels supplémentaires fondés sur les ventes en magasin ainsi que des augmentations annuelles des charges d'exploitation du propriétaire.

12. INFORMATION SECTORIELLE

Le seul secteur d'exploitation de la Société est la vente au détail de vêtements, d'accessoires et de chaussures pour hommes, femmes et enfants dynamiques et sensibles à la mode.

L'information sectorielle est attribuée aux secteurs géographiques selon l'emplacement des magasins de la Société. Voici un résumé des résultats et des actifs de la Société, par région géographique :

	31 janvier 2004 \$	25 janvier 2003 \$
Ventes aux clients		
Canada	219 175	208 420
États-Unis	7 591	9 240
	226 766	217 660
Amortissement		
Canada	7 297	6 489
États-Unis	448	448
	7 745	6 937
Bénéfice net (perte nette)		
Canada	11 929	8 507
États-Unis	(1 281)	(945)
	10 648	7 562
Résultat net de base par action		
Canada	2,32	1,71
États-Unis	(0,25)	(0,19)
	2,07	1,52
Actifs sectoriels		
Canada	90 590	76 025
États-Unis	3 956	4 494
	94 546	80 519
Acquisitions d'immobilisations		
Canada	14 377	8 960
États-Unis	61	59
	14 438	9 019
Immobilisations		
Canada	41 483	34 911
États-Unis	2 961	3 351
	44 444	38 262

13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT HORS CAISSE

Les flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors caisse sont composés des variations liées à l’exploitation des comptes suivants :

	2004 \$	2003 \$
Débiteurs et charges payées d’avance	(225)	416
Stocks	(593)	(4 129)
Créditeurs et charges à payer	2 539	4 287
Impôts sur les bénéfices à payer	(874)	952
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement	847	1 526

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Justes valeurs

Les justes valeurs estimatives des instruments financiers aux 31 janvier 2004 et 25 janvier 2003 sont fondées sur les prix du marché pertinents et l’information disponible à ces dates. Les estimations de la juste valeur ne sont pas représentatives des montants que la Société pourrait recevoir ou payer dans le cadre d’opérations réelles sur le marché.

Actifs et passifs financiers à court terme

Les valeurs comptables des actifs et passifs financiers à court terme sont des estimations raisonnables de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme. Les actifs financiers à court terme se composent d’espèces et de quasi-espèces, de débiteurs et d’un prêt à un administrateur, tandis que les passifs financiers à court terme se composent de créditeurs et charges à payer, de dividendes à payer, d’impôts sur les bénéfices à payer et de la tranche échéant à moins d’un an des obligations découlant de contrats de location-acquisition et de la dette à long terme.

Contrats de change à terme

La Société conclut des contrats de change à terme en vertu desquels elle est tenue d’acheter des montants spécifiques de devises à des dates ultérieures établies et à des taux de change à terme fixés d’avance. Les contrats sont appariés avec les achats de devises prévus aux États-Unis. La Société conclut des contrats de change à terme pour se protéger contre les risques de pertes découlant d’une baisse éventuelle de la valeur du dollar canadien par rapport aux devises.

Le montant des achats futurs prévus en devises fait l’objet de projections en fonction de la conjoncture actuelle des marchés de la Société et des résultats qu’elle a obtenus par le passé dans des situations similaires.

Certains contrats de change à terme qui sont admissibles à titre de couvertures ont eu un effet favorable sur la Société depuis leur conclusion et constituent donc des actifs financiers. Par contre, d’autres contrats ont eu un effet défavorable et constituent donc des passifs financiers. Ces contrats en cours doivent être réglés au cours du prochain exercice. Leur valeur nominale et leur valeur contractuelle sont présentées ci-dessous :

	Taux de change contractuel moyen	Valeur nominale en devises (en milliers)	Valeur contractuelle (en milliers) \$
Contrats d’achat :			
dollar US	1,3162	8 300	10 924

Ces contrats viennent à échéance du 2 février 2004 au 30 avril 2004. Au 31 janvier 2004, le gain de change non réalisé était de 84 \$.

15. ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces comprennent deux prêts garantis par une banque à charte canadienne d’un total de respectivement 10 millions de dollars et 5 millions de dollars. Les prêts portent respectivement intérêt à des taux de 2,61 % et 2,48 % et ont été remboursés le 10 février 2004 et le 23 février 2004.



RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

5695, rue Ferrier, Ville Mont Royal (Québec) H4P 1N1 Tél. : 514.738.7000
www.lechateau.com

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Herschel H. Segal
 Président du Conseil
 et chef de la direction de la Société

Jane Silverstone, B.A.LLL
 Vice-présidente du Conseil

Emilia Di Raddo, CA
 Présidente et
 secrétaire générale

A.H.A. Osborn
 Chef de la direction
 Alexon Group plc

Herbert E. Siblin, CM, FCA*
 Président
 Siblin & Associés Ltée

William Cleman*
 Conseiller en gestion

David Martz*
 Conseiller en gestion

*Membre du Comité de vérification

DIRIGEANTS

Herschel H. Segal
 Président du Conseil
 et chef de la direction

Jane Silverstone, B.A.LLL
 Vice-présidente du Conseil

Emilia Di Raddo, CA
 Présidente et
 secrétaire générale

Betty Berliner
 Vice-présidente principale,
 achats et mise en marché

Franco Rocchi
 Vice-président,
 ventes et opérations

Vérificateurs
 Ernst & Young s.r.l.
 Comptables agréés

**Régistraire et
 agents de transferts**
 Société de fiducie Computershare
 du Canada

Conseillers juridiques
 Davies Ward Phillips & Vineberg s.r.l.

Banquiers
 Banque Royale du Canada

**Assemblée annuelle
 des actionnaires**
 Le mercredi 7 juillet 2004
 à 10 h au Siège social de la Société

Réalisation Maison Brison Inc.

CORPORATE INFORMATION

5695 Ferrier Street, Town of Mount Royal, Quebec H4P 1N1 TEL.: 514.738.7000
www.lechateau.com

BOARD OF DIRECTORS

Herschel H. Segal
Chairman of the Board and Chief
Executive Officer of the Company

Jane Silverstone, B.A.L.L.
Vice-Chairman of the board

Emilia Di Raddo, CA
President and Secretary

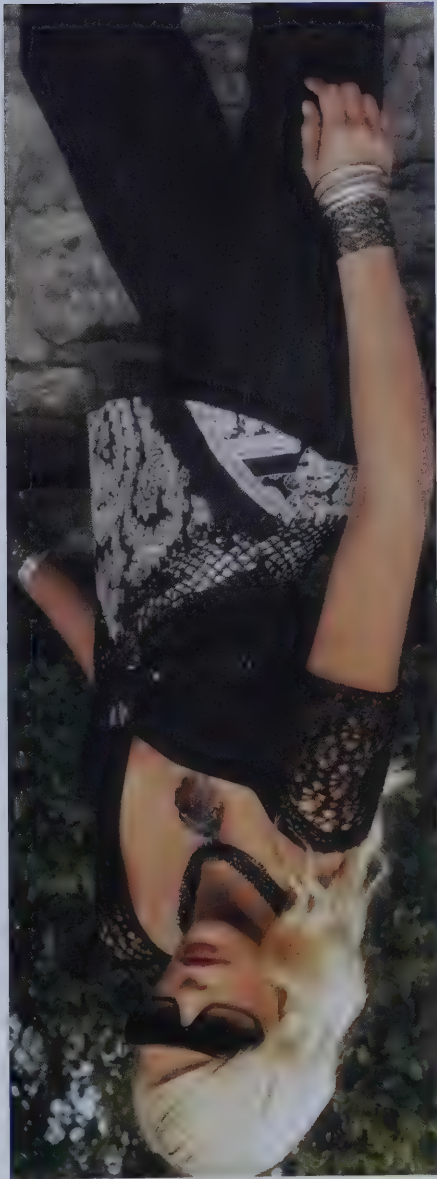
A.H.A Osborn
Chief Executive Officer
Alexon Group plc

Herbert E. Siblin, CM, FCA*
President
Siblin and Associates Ltd.

William Cleman*
Management Consultant

David Martz*
Management Consultant

*Member of the Audit Committee



le chateau

OFFICERS

Herschel H. Segal
Chairman of the Board and
Chief Executive Officer

Jane Silverstone, B.A.L.L.
Vice-Chairman of the Board

Emilia Di Raddo, CA
President and Secretary

Betty Berliner
Senior Vice-President
Buying and Merchandising

Franco Rocchi
Vice-President
Sales and Operations

Auditors
Ernst and Young LLP
Chartered Accountants

Registrar and Transfer Agent
Computershare
Trust Company of Canada

Corporate Counsel
Davies Ward Phillips & Vineberg LLP

Bankers
Royal Bank of Canada

**Annual Meeting of
Shareholders**

Wednesday, July 7, 2004
at 10:00 am at our head office

Produced By Maisson Brisson Inc.

13. CHANGES IN NON-CASH WORKING CAPITAL

The cash generated from non-cash working capital is made up of changes related to operations in the following accounts:

	2004	2003
	\$	\$
Accounts receivable and prepaid expenses	(225)	416
Inventories	(593)	(4,129)
Accounts payable and accrued liabilities	2,539	4,287
Income taxes payable	(874)	952
Cash generated from working capital	847	1,526

14. FINANCIAL INSTRUMENTS

Fair values

The estimated fair values of financial instruments as at January 31, 2004 and January 25, 2003 are based on the relevant market prices and information available at the time. The fair value estimates are not indicative of the amounts that the Company might receive or pay in actual market transactions.

Current financial assets and liabilities

The carrying amounts of current financial assets and liabilities are reasonable estimates of their fair values due to the current nature of these instruments. Current financial assets consist of cash and cash equivalents, accounts receivable and loan to director, while current financial liabilities consist of accounts payable and accrued liabilities, dividend payable, income taxes payable and current portion of capital lease obligations and long-term debt.

Foreign exchange forward contracts

The Company enters into foreign exchange forward contracts that oblige it to purchase specific amounts of foreign currencies at set future dates at forward predetermined exchange rates. The contracts are matched with anticipated foreign currency purchases in the United States. The Company enters into the foreign exchange forward contracts to hedge itself from the risk of losses should the value of the Canadian dollar decline compared to the foreign currency. The amount of anticipated future purchases in foreign currencies are projected in light of current conditions in the Company's markets and its past experience in similar circumstances.

Some foreign exchange forward contracts that qualify as hedges have become favorable to the Company since their inception and accordingly, constitute financial assets. Other contracts have become unfavorable and accordingly constitute financial liabilities. These outstanding contracts are to be settled during the next fiscal period. Their nominal values and contract values are as follows:

	Average contractual exchange rate	Nominal foreign currency value [000's]	Contract value [000's]
Purchase contracts:	1.3162	8,300	10,924
			U.S. dollar

The range of maturity of these contracts is from February 2, 2004 to April 30, 2004. As at January 31, 2004, the unrealized foreign exchange gain was \$84. Included in cash and cash equivalents are two corporate loans guaranteed by a Canadian chartered bank, amounting to \$10 million and \$5 million, respectively. The loans bears interest at 2.61% and 2.48%, respectively and were repaid on February 10, 2004 and February 23, 2004, respectively.

15. CASH AND CASH EQUIVALENTS

12. SEGMENTED INFORMATION

The Company's only operating segment is the retail of apparel, accessories and footwear aimed at young-spirited, fashion-conscious men, women and children.

Segmented information is attributed to geographic areas based on the locations of the Company's stores. The following is a summary of the Company's operations and assets by geographic area:

	January 31 2004	January 25 2003
Sales to customers		
United States	219,175	208,420
Canada	7,591	9,240
	226,766	217,660
Depreciation and amortization		
United States	7,297	6,489
Canada	448	448
	7,745	6,937
Net earnings (loss)		
United States	(1,281)	(945)
Canada	11,929	8,507
	10,648	7,562
Net earnings (loss) per share (basic)		
United States	(0.25)	(0.19)
Canada	2.32	1.71
	2.07	1.52
Identifiable assets		
United States	3,956	4,494
Canada	90,590	76,025
	94,546	80,519
Additions to fixed assets		
United States	14,377	8,960
Canada	61	59
	14,438	9,019
Fixed assets		
United States	2,961	3,351
Canada	41,483	34,911
	44,444	38,262

10. EARNINGS PER SHARE

Basic earnings per share are calculated using the weighted average number of shares outstanding for the year.

Diluted earnings per share reflect the dilutive effect of the exercise of the stock options outstanding at the end of the year or those options exercised during the year, as if they had been exercised at the beginning of the year or the date granted, if later. The following is a reconciliation of the numerators and the denominators used for the computation of the basic and diluted earnings per share:

2004		2003	
Net earnings (numerator)		7,562	
Weighted average number of shares outstanding (denominator)		5,134	
Weighted average number of shares outstanding – basic		4,980	
Dilutive effect of stock options		238	
Weighted average number of shares outstanding – diluted		5,372	
		5,212	

11. COMMITMENTS

The Company has letters of credit available in the amount of \$4,727,000 of which \$1,388,000 has been accepted at year-end. The letters of credit represent guarantees for payment of purchases from foreign suppliers and the fair value approximates their carrying value. The available letters of credit reduce the available operating lines of credit disclosed in note 2.

The minimum rentals payable under long-term operating leases are as follows:

\$	
2005	21,599
2006	19,662
2007	17,144
2008	15,263
2009	12,246
Thereafter	26,000
	111,914

Certain of the operating leases provide for additional annual rentals based on store sales and for annual increases in operating charges of the landlord.

9. INCOME TAXES [continued]

The details of the provision for income taxes is as follows:

Provision for income taxes	
Current income taxes	6,605
Future income taxes	(130)
	4,697
	4,813
2004	\$ 2003

The tax effects of temporary differences and net operating losses that give rise to future income tax assets and liabilities are as follows:

Future income tax liabilities	
Carrying values of capital assets in excess of tax bases	4,099
	2,732
Total future income tax liabilities	
	4,099
Future income tax assets	
Operating leases	1,706
Deferred lease inducements	635
U.S. tax losses	5,139
Valuation allowance	(5,139)
	4,328
Total future income tax assets	
	2,341
	844
Net future income taxes	
	1,758
	1,888
2004	\$ 2003

8. CAPITAL STOCK [continued]

Assumptions	Expected dividends	Expected volatility	Risk free interest rate	Expected life
	\$0.40	46%	4.40%	3.1 years

During the year ended January 31, 2004, no stock options were granted. Accordingly, no compensation for the year was recorded.

Stock purchase plan

Under the provisions of the stock purchase plan, the Company may grant the right to key employees to subscribe for Class A Shares. The plan, which was amended on May 28, 1997, provides that the maximum number of shares that may be issued thereunder from and after May 28, 1997 is 10,000 Class A Shares. The subscription price may not be less than the closing price for the Class A Shares on the Toronto Stock Exchange on the last business day before the date on which the right to subscribe is granted. Since May 28, 1997, there have been no shares issued under the stock purchase plan.

9. INCOME TAXES

As at January 31, 2004, a U.S. subsidiary has accumulated losses amounting to C\$11.7 million [US\$8.8M million] which expire during the years 2005 to 2019. A full valuation allowance has been taken against the related future income tax asset and accordingly, the tax benefits pertaining to these loss carry-forwards have not been recognized in the financial statements.

The U.S. tax losses expire in the following years:

2005	1,421
2006	1,837
2007	2,727
2008	509
2009	100
2010 - 2019	5,113
	<u>11,707</u>

A reconciliation of average statutory income tax rate to the actual effective tax rate is as follows:

	2004	2003
Average statutory tax rate	35.1	37.5
Increase (decrease) in income tax rate resulting from:		
Non-deductible U.S. tax losses	2.9	2.8
Non-deductible items and large corporations tax	(0.2)	(1.4)
Effective tax rate	<u>37.8</u>	<u>38.9</u>

8. CAPITAL STOCK [continued]

Stock option plan

Under the provisions of the stock option plan, the Company may grant options to key employees and directors to purchase Class A Shares. The plan, which was amended on May 28, 1997, on April 7, 2000, on April 20, 2001 and on April 25, 2003, provides that the maximum number of shares which may be issued thereunder is 1,500,000 Class A Shares. The option price may not be less than the simple average of the high and low board lot trading prices for the Class A Shares on the Toronto Stock Exchange on the last business day before the date on which the option is granted. The stock options may be exercised by the holder progressively over a period of 2 to 5 years from the date of granting. 891,690 options have been exercised since inception.

A summary of the status of the Company's stock option plan as of January 31, 2004 and January 25, 2003, and changes during the years ending on these dates is presented below:

	January 31, 2004		January 25, 2003	
	Weighted average exercise price \$	Shares	Weighted average exercise price \$	Shares
Outstanding at beginning of year	734,210	5.81	620,950	5.05
Granted	—	—	284,960	6.84
Exercised	224,560	4.87	78,940	2.98
Cancelled / Expired	80,500	9.78	92,760	6.31
Outstanding at end of year	429,150	5.55	734,210	5.81
Options exercisable at end of year	127,570	4.77	282,370	5.49

The following table summarizes information about the stock options outstanding at January 31, 2004.

Range of exercise prices \$	Number outstanding at Jan. 31 2004	Weighted average remaining life	Weighted average exercise price \$	Number of options exercisable at Jan. 31 2004	Weighted average exercise price \$
2.33 – 2.99	17,000	2 years	2.33	17,000	2.33
3.00 – 5.99	160,300	2.5 years	3.76	60,400	3.75
6.00 – 6.99	52,750	3 years	6.05	15,070	6.06
7.00 – 7.25	199,100	3 years	7.14	35,100	7.15
2.33 – 7.25	429,150	3 years	5.55	127,570	4.77

The weighted average grant date fair value of options granted during the year ended January 25, 2003 amounted to \$1.54 per option. The fair value of each option grant was established on the date of the grant using the Black Scholes option pricing model with the following weighted average assumptions used for options granted in the period. On a pro-forma basis, if the Company had used the fair market value method of accounting for its option plan, the Company's net earnings for the year would have been \$10,568,000 (\$2.06 basic and \$1.97 diluted earnings per share). No compensation was recorded for these stock options.

8. CAPITAL STOCK

Authorized

An unlimited number of non-voting First, Second and Third Preferred Shares issuable in series

An unlimited number of Class A Subordinate

Voting Shares

An unlimited number of Class B Voting Shares

Issued

January 31
2004
\$

January 25
2003
\$

2,226,041	13,710	12,616
Class A Shares [2003 - 2,001,481]	1,064	1,064
3,020,000	14,774	13,680
Class B Shares		

Principal features

[a] With respect to the payment of dividends and the return of capital, the shares rank as follows:

First Preferred
Second Preferred
Third Preferred
Class A and Class B

[b] Subject to the rights of the Preferred shareholders, the Class A shareholders are entitled to a non-cumulative dividend of \$0.05 per share, after which the Class B shareholders are entitled to a non-cumulative dividend of \$0.05 per share; any further dividends declared in a fiscal year must be declared and paid in equal amounts per share on all the Class A and Class B Shares then outstanding without preference or distinction.

[c] Subject to the foregoing, the Class A and Class B Shares rank equally, share for share, in earnings.

[d] The Class A Shares carry one vote per share and the Class B Shares carry 10 votes per share.

[e] The Class A Shares are convertible into Class B Shares on a share-for-share basis if the parent company ceases to control the Company, or if an offer is accepted to sell more than 20% of the then outstanding Class B Shares at a price in excess of 115% of their market price. The Class B Shares are convertible into Class A Shares at any time on a share-for-share basis.

6. CAPITAL LEASE OBLIGATIONS

The future minimum lease payments required under the capital lease agreements are as follows:

2005	1,812	
2006	1,594	
2007	1,594	
2008	858	
Total minimum lease payments		5,858
Amount representing interest at rates varying between 5.5% and 6.4%		605
		5,253
Less: current portion		1,525
		3,728

The fair value of fixed rate capital leases is based on estimated future cash flows discounted using the current market rate for debt of the same remaining maturities. The fair value of these capital leases approximates the carrying value.

7. LONG-TERM DEBT

January 31 2004	\$	
January 25 2003	\$	
Loan repaid in the year		446
6.97% Specific Security Agreement II, maturing July 15, 2004		178
6.35% Specific Security Agreement III, maturing February 27, 2006		1,588
		2,279
		3,249
Less: current portion		914
		1,766
		1,483
		852
		1,766

The loan agreements are collateralized by all of the fixed assets acquired with the long-term debt proceeds.
Principal repayments are due in the following fiscal years:

2005	914	
2006	784	
2007	68	
		1,766

The fair values of the loans described above approximate their carrying value.

3. INVENTORIES

	January 31 2004	January 25 2003
Raw materials	4,246	4,800
Work-in-process	1,119	1,234
Finished goods	20,710	19,448
	26,075	25,482

4. LOAN TO DIRECTOR

The loan is non-interest bearing and was issued under the stock purchase plan.
As at January 31, 2004, the shares held by the Company as security for the loan have a market value of \$625,000 [2003 - \$503,000].
The loan was repaid on February 27, 2004.

5. FIXED ASSETS

	Cost	Accumulated depreciation & amortization	Net book value
January 31, 2004	989	519	470
Land and building	26,847	11,951	14,896
Leasehold rights and improvements	8,339	3,933	4,406
Point-of-sale cash registers and computer equipment	36,567	15,386	21,181
Other furniture and fixtures	130	94	36
Automobiles	3,455	—	3,455
Point-of-sale equipment not yet in use	76,327	31,883	44,444
January 25, 2003	989	474	515
Land and building	24,867	10,887	13,980
Leasehold rights and improvements	8,311	3,507	4,804
Point-of-sale cash registers and computer equipment	32,040	13,111	18,929
Other furniture and fixtures	131	97	34
Automobiles	66,338	28,076	38,262

An amount of \$6,290,000 [2003 - \$2,645,000] of the fixed assets is held under capital leases. Accumulated depreciation relating to these fixed assets amounts to \$553,000 [2003 - \$691,000].

1. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Stock-based Compensation

Effective January 27, 2002, the Company adopted, on a prospective basis, the Canadian Institute of Chartered Accountants' ("CICA") recommendations on Stock-based Compensation and Other Stock-based Payments. These recommendations require that compensation for all awards made to non-employees and certain awards made to employees, including stock appreciation rights, direct awards of stock and awards that call for settlement in cash or other assets, be measured and recorded in the financial statements at fair value. These recommendations were later revised and require that compensation cost be recorded in the statement of earnings.

In accordance with the CICA's recommendations described above, any consideration paid by employees on the exercise of stock options granted is credited to capital stock. The pro forma disclosures of the related compensation cost required under the fair value method are included in note 8. For stock options granted before January 27, 2002, there are no requirements to disclose or to record the related compensation cost and comparative figures have not been restated.

The compensation cost related to stock options granted to employees after January 25, 2003 will be recorded in the consolidated statement of earnings. For the year ended January 31, 2004, there was no impact on the Company's results as there were no options granted during the year.

Store opening costs

Store opening costs are expensed as incurred.

Income taxes

The Company uses the liability method of accounting for income taxes, which requires the establishment of future tax assets and liabilities, as measured by enacted or substantially enacted tax rates, for all temporary differences caused when the tax bases of assets and liabilities differ from those reported in the financial statements.

Earnings per share

The diluted earnings per share are calculated using the treasury stock method. Under the treasury stock method, the diluted weighted average number of shares outstanding is calculated as if all dilutive options had been exercised at the later of the beginning of the reporting period or date of issuance, and the proceeds from the exercise of such dilutive options are used to repurchase common shares at the average market price for the period.

Derivative financial instruments

The Company is party to foreign exchange contracts used to manage currency rate risks. Realized gains and losses on foreign exchange contracts entered into to hedge future transactions are included in the measurement of the related foreign currency transaction.

Year End

The Company's fiscal year ends on the last Saturday in January. The year ended January 31, 2004 covers a 53-week fiscal period, whereas the year ended January 25, 2003 covers a 52-week period.

2. CREDIT FACILITIES

The Company has operating lines of credit totaling \$11 million, which is increased to \$16 million during the period April 15 to September 15. These operating lines of credit are collateralized by the Company's accounts receivable, inventories, the issued shares of a subsidiary company and a moveable hypothec providing a charge on the Company's assets. This credit agreement is renewable annually. Amounts drawn under these lines of credit are payable on demand and bear interest at rates based on the prime bank rate for loans in Canadian dollars, U.S. base rate for loans in U.S. dollars and banker's acceptance plus 1.25% for banker's acceptances in Canadian dollars. Furthermore, the terms of the banking agreement require the Company to maintain certain financial and non-financial ratios.

The Company has a \$4.5 million facility to finance the new point of sale system available until April 30, 2004. Draw downs under the facility are repayable over 60 months, and will bear interest at a fixed rate of the three year Government of Canada bond interest rate plus 2.26%. The facility is collateralized by the equipment financed. Subsequent to January 31, 2004, \$3.2 million was drawn under this facility.

In addition, the Company has a \$6 million facility to finance renovations available until August 31, 2004. Draw downs under the facility are repayable over 48 months, and will bear interest at a fixed rate of the three year Government of Canada bond interest rate plus 2.35%. The facility is collateralized by the store fixtures and equipment financed. As at March 25, 2004, no amounts had been drawn under this facility.

NOTES

TO CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

January 31, 2004 and January 25, 2003

[Tabular amounts in thousands of dollars except per share amounts and where otherwise indicated]

1. ACCOUNTING POLICIES

Use of estimates

The preparation of financial statements of the Company have been prepared by management in accordance with accounting principles generally accepted in Canada. The preparation of financial statements in conformity with generally accepted accounting principles requires Management to make estimates and assumptions that affect the amounts reported in the financial statements and accompanying notes. Actual results could differ from those estimates. The financial statements have, in Management's opinion, been properly prepared within reasonable limits of materiality and within the framework of the accounting policies summarized below.

Principles of consolidation

The consolidated financial statements include the accounts of Le Chateau Inc. and its wholly owned subsidiary.

Foreign currency translation

Transactions denominated in foreign currencies and an integrated foreign operation use the temporal method. Monetary assets and liabilities are translated into Canadian dollars at the rates in effect at the balance sheet date. Other assets and liabilities are translated at the rates prevailing at the transaction dates. Revenues and expenses are translated at the average exchange rates prevailing during the year, except for the cost of inventory used and depreciation and amortization, which are translated at exchange rates prevailing when the related assets were acquired. Gains and losses arising from the fluctuations in exchange rates are reflected in earnings.

Cash and cash equivalents

Cash consists of cash on hand and balances with banks. Cash equivalents are restricted to investments that are readily convertible into a known amount of cash, that are subject to minimal risk of changes in value and which have a maturity of three months or less at acquisition.

Inventories

Raw materials and work-in-process are valued at the lower of specific cost and net realizable value. Finished goods are valued, using the retail inventory method, at the lower of cost and net realizable value less normal profit margin.

Fixed assets, depreciation and amortization

Fixed assets are recorded at cost. Depreciation and amortization are charged to income on the following bases:

Building	10% diminishing balance
Furniture and equipment	5 to 10 years straightline
Automobiles	30% diminishing balance

Leasehold rights and improvements are amortized on the straightline basis over the initial term of the leases, plus one renewal period, not to exceed 10 years.

On February 1, 2004, the company will prospectively adopt the Canadian Institute of Chartered Accountants' ("CICA") Section 3063, Impairment of Long-lived Assets, under which an impairment loss is recognized when the carrying amount of a long-lived asset held for use is not recoverable and exceeds its fair value. The Company has not yet assessed the impact of the new standard.

Deferred lease inducements

Deferred lease inducements are amortized on the straightline basis over the initial term of the leases, plus one renewal period, not to exceed 10 years.

CONSOLIDATED STATEMENTS OF CASH FLOWS
Year ended January 31, 2004
[With comparative figures for the year ended January 25, 2003]
[In thousands of dollars]

OPERATING ACTIVITIES		
Net earnings	10,648	7,562
Adjustments to determine net cash from operating activities		
Depreciation and amortization	7,745	6,937
Write-off of fixed assets	511	281
Amortization of deferred lease inducements	(463)	(393)
Future income taxes	(130)	116
	18,311	14,503
Net change in non-cash working capital items related to operations [note 13]	847	1,526
	19,158	16,029
FINANCING ACTIVITIES		
Repayment of loan to director	—	120
Proceeds of capital leases	5,620	—
Repayment of capital lease obligations	(1,355)	(1,537)
Proceeds of long-term debt	—	2,500
Repayment of long-term debt	(1,483)	(1,210)
Deferred lease inducements	481	82
Issue of capital stock	1,094	235
Dividends paid	(2,050)	(1,990)
	2,307	(1,800)
INVESTING ACTIVITIES		
Additions to fixed assets	(14,438)	(9,019)
	(14,438)	(9,019)
Cash flows from investing activities		
	(14,438)	(9,019)
Increase in cash and cash equivalents	7,027	5,210
Cash and cash equivalents, beginning of year	15,040	9,830
Cash and cash equivalents, end of year	22,067	15,040
Supplementary information:		
Interest paid during the year	339	350
Income taxes paid during the year, net	7,473	3,555

See accompanying notes

CONSOLIDATED STATEMENTS OF RETAINED EARNINGS

Year ended January 31, 2004
[With comparative figures for the year ended January 25, 2003]
[In thousands of dollars]

Balance, beginning of year		Net earnings
37,812	48,460	39,811
32,249	37,812	10,648
7,562	2,072	1,999
39,811	46,388	37,812
Dividends		
Balance, end of year		

See accompanying notes

CONSOLIDATED STATEMENTS OF EARNINGS

Year ended January 31, 2004
[With comparative figures for the year ended January 25, 2003]
[In thousands of dollars, except share data]

Sales		2004	2003
226,766	217,660		
Cost of sales and expenses		2004	2003
140,537	140,705		
60,511	57,012		
339	350		
7,745	6,937		
511	281		
209,643	205,285		
Earnings before income taxes		17,123	12,375
6,475	4,813		
10,648	7,562		
Net earnings		10,648	7,562
Net earnings per share [note 10]		2.07	1.52
Diluted		1.98	1.45
Weighted average number of shares outstanding		5,133,949	4,979,581

See accompanying notes

CONSOLIDATED BALANCE SHEETS

As at January 31, 2004

[With comparative figures as at January 25, 2003]

[In thousands of dollars]

ASSETS [note 2]	2004	2003
Current		
Cash and cash equivalents [note 15]	22,067	15,040
Accounts receivable and prepaid expenses	1,394	1,169
Inventories [note 3]	26,075	25,482
Loan to director [note 4]	566	—
Total current assets	50,102	41,691
Loan to director [note 4]	—	566
Fixed assets [note 5]	44,444	38,262
	94,546	80,519

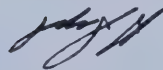
LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY		
Current		
Accounts payable and accrued liabilities [note 11]	20,148	17,609
Dividend payable	525	503
Income taxes payable	2,003	2,877
Current portion of capital lease obligations [note 6]	1,525	776
Current portion of long-term debt [note 7]	914	1,483
Total current liabilities	25,115	23,248
Capital lease obligations [note 6]	3,728	212
Long-term debt [note 7]	852	1,766
Future income taxes [note 9]	1,758	1,888
Deferred lease inducements	1,931	1,913
Total liabilities	33,384	29,027
Shareholders' equity		
Capital stock [note 8]	14,774	13,680
Retained earnings	46,388	37,812
Total shareholders' equity	61,162	51,492
	94,546	80,519

On behalf of the Board:

See accompanying notes

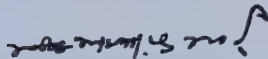
Commitments [note 11]

Herschel H. Segal



Director

Jane Silverstone, B.A.L.L.



CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

MANAGEMENT'S RESPONSIBILITY

For Financial Information

The accompanying consolidated financial statements of Le Château Inc. and all the information in this annual report are the responsibility of management.

The financial statements have been prepared by management in accordance with Canadian generally accepted accounting principles. When alternative accounting methods exist, management has chosen those it deems most appropriate in the circumstances. Financial statements are not precise since they include certain amounts based on estimates and judgement. Management has determined such amounts on a reasonable basis in order to ensure that the financial statements are presented fairly, in all material respects. Management has prepared the financial information presented elsewhere in the Annual Report and has ensured that it is consistent with that in the financial statements.

The Company maintains systems of internal accounting and administrative controls of high quality, consistent with reasonable cost. Such systems are designed to provide reasonable assurance that the financial information is relevant, reliable and accurate and the Company's assets are appropriately accounted for and adequately safeguarded.

The Board of Directors is responsible for ensuring that management fulfills its responsibilities for financial reporting and is ultimately responsible for reviewing and approving the financial statements. The Board carries out this responsibility principally through the Audit Committee which consists of three outside directors appointed by the Board. The Committee meets quarterly with management as well as with the independent external auditors to discuss internal controls over the financial reporting process, auditing matters and financial reporting issues. The Committee reviews the consolidated financial statements and the external auditors' report thereon and reports its findings to the Board for consideration when the Board approves the financial statements for issuance to the Company's shareholders. The Committee also considers, for review by the Board and approval by the shareholders, the engagement or re-appointment of the external auditors. The external auditors have full and free access to the Audit Committee.

On behalf of the shareholders, the financial statements have been audited by Ernst & Young LLP, the external auditors, in accordance with Canadian generally accepted auditing standards.



Herschel H. Segal


Chairman of the Board and
Chief Executive Officer



Emilio Di Raddo, CA
President and Secretary

Montreal, Canada
March 25, 2004

Chartered Accountants



In our opinion, these consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Company as at January 31, 2004 and January 25, 2003 and the results of its operations and its cash flows for the years then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

We conducted our audits in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

To the Shareholders of Le Château Inc.

AUDITORS' REPORT



OUTLOOK

Le Châteaueu expects stable growth in sales and earnings through 2004. For the first quarter ended May 1, 2004, total retail sales increased 11.9% and comparable store sales increased 5.3%. The Company will continue to remain focused on the customer by elevating our service standards and by focusing on product innovation. We will remain centered on improving all aspects of our business through ongoing brand-building efforts, better inventory management, tighter cost controls and continued investments in research, design and development, renovations and new technologies.

FORWARD-LOOKING STATEMENTS

This "Management's Discussion and Analysis" along with the Annual Report may contain forward-looking statements relating to the Company and/or the environment in which it operates that are based on the Company's expectations, estimates and forecasts. These statements are not guarantees of future performance and involve risks and uncertainties that are difficult to predict and/or are beyond the Company's control. A number of factors may cause actual outcomes and results to differ materially from those expressed. These factors include those set forth in other public filings of the Company. Therefore, readers should not place undue reliance on these forward-looking statements. In addition, these forward-looking statements speak only as of the date made and the Company disavows any intention or obligation to update or revise any such statements as a result of any event, circumstance or otherwise.

Factors which could cause actual results or events to differ materially from current expectations include, among other things: the ability of the Company to successfully implement its strategic initiatives and whether such strategic initiatives will yield the expected benefits; competitive conditions in the businesses in which the Company participates; changes in consumer spending; general economic conditions and normal business uncertainty; customer preferences towards product offerings; seasonal weather patterns; fluctuations in foreign currency exchange rates; changes in the Company's relationship with its suppliers; interest rate fluctuations and other changes in borrowing costs; and changes in laws, rules and regulations applicable to the Company.



RISKS AND UNCERTAINTIES

Competitive and Economic Environment

Fashion is a highly competitive global business that is subject to rapidly changing consumer demands. In addition, there are several external factors which affect the economic climate and consumer confidence over which the Company has no influence. This environment intensifies the importance of in-store differentiation, quality of service and continually exceeding customer expectations, thereby delivering a total customer experience. With this view, Le Châtelier believes that its distinctive edge on fashion, its innovative store design and merchandising, its strong financial position and its winning team of vibrant employees dedicated to providing the best whole store experience will facilitate continued success.

Leases

All of the Company's stores are held under long-term leases, most of which include favorable lease terms. Any increase in retail rental rates would adversely impact the Company.

Foreign Exchange

The Company's foreign exchange risk is limited to currency fluctuations between the Canadian and U.S. dollar. The Company uses forward contracts to fix the exchange rate of its expected requirements for U.S. dollars.

The Company is party to foreign exchange contracts used to manage currency rate risks. Realized gains and losses on foreign exchange contracts entered into to hedge future transactions are included in the measurement of the related foreign currency transaction.

The Company enters into foreign exchange forward contracts that oblige it to purchase specific amounts of foreign currencies at set future dates at forward predetermined exchange rates. The contracts are matched with anticipated foreign currency purchases in the United States. The Company enters into the foreign exchange forward contracts to hedge itself from the risk of losses should the value of the Canadian dollar decline compared to the foreign currency. The Company only enters into foreign exchange contracts with Canadian Chartered Banks to minimize risk.

QUARTERLY RESULTS

[In thousands of dollars except per share amount]

	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Sales	45,270	42,960	54,180	51,597	57,763	60,434	69,553	62,669	226,766	217,660
Earnings before income taxes	826	667	4,153	3,888	6,120	4,946	6,024	2,874	17,123	12,375
Net earnings	381	343	2,543	2,422	3,810	3,009	3,914	1,788	10,648	7,562
Net earnings per share	0.08	0.07	0.50	0.49	0.74	0.60	0.75	0.36	2.07	1.52
Basic	0.07	0.07	0.48	0.47	0.71	0.57	0.72	0.34	1.98	1.45
Diluted										

Fourth Quarter Results

The Company recorded a sales increase of 1.0% to reach \$69.6 million for the 14 week period ended January 31, 2004, compared with sales of \$62.7 million for the 13 week period ended January 25, 2003 last year. Comparable sales increased by 3.4% in the fourth quarter compared to the same period a year ago.

Net earnings for the fourth quarter rose 1.9% to \$3,914,000 or \$0.75 per share, compared to \$1,788,000 or \$0.36 per share for the same period the previous year.

ACCOUNTING STANDARDS IMPLEMENTED IN 2003

Stock-based Compensation

Effective January 27, 2002, the Company adopted, on a prospective basis, the Canadian Institute of Chartered Accountants' ("CICA") recommendations on Stock-based Compensation and Other Stock-based Payments. These recommendations require that compensation for all awards made to non-employees and certain awards made to employees, including stock appreciation rights, direct awards of stock and awards that call for settlement in cash or other assets, be measured and recorded in the financial statements at fair value. These recommendations were later revised and require that compensation cost be recorded in the statement of earnings.

In accordance with the CICA's recommendations described above, any consideration paid by employees on the exercise of stock options granted is credited to capital stock. The pro forma disclosures of the related compensation cost required under the fair value method are included in note 8 of the "Notes to Consolidated Financial Statements". For stock options granted before January 27, 2002, there are no requirements to disclose or to record the related compensation cost and comparative figures have not been restated.

The compensation cost related to stock options granted to employees after January 25, 2003 will be recorded in the consolidated statement of earnings. For the year ended January 31, 2004, there was no impact on the Company's results as there were no options granted during the year.

RECENTLY ISSUED ACCOUNTING STANDARDS

Hedging Relationships

During 2003, the CICA issued Accounting Guideline 13 "Hedging Relationships", which deals with identification, documentation, designation and effectiveness of hedges and also the discontinuance of hedge accounting, but it does not specify hedge accounting methods. This guidance is applicable to hedge relationships in effect in fiscal years beginning on or after July 1, 2003.

Impairment of Long-lived Assets

On February 1, 2004, the company will prospectively adopt the CICA's section 3063, Impairment of Long-lived Assets, under which an impairment loss is recognized when the carrying amount of a long-lived asset held for use is not recoverable and exceeds its fair value.

The Company is evaluating the impact of adopting these new standards and guidance, and therefore has not yet assessed the effect, if any, on future Consolidated Financial Statements.

CRITICAL ACCOUNTING ESTIMATES

The preparation of financial statements requires the Company to estimate the effect of various matters that are inherently uncertain as of the date of the financial statements. Each of these required estimates varies in regard to the level of judgement involved and its potential impact on the Company's reported financial results. Estimates are deemed critical when a different estimate could have reasonable been used or where changes in the estimates are reasonably likely to occur from period to period, and would materially impact the Company's financial condition, changes in financial condition or results of operations. The Company's significant accounting policies are discussed in note 1 of the "Notes to Consolidated Financial Statements"; critical estimates inherent in these accounting policies are discussed in the following paragraphs.

Inventory Valuation

The Company records a provision to reflect management's best estimate of the net realizable value, including a normal profit margin of its inventory. In addition, a provision for shrinkage and obsolescence is calculated based on historical experience. Management continually reviews the entire provision, to assess whether, based on economic conditions and an assessment of past sales trends, it is adequate.

Fixed Asset Impairment

Management evaluates the ongoing value of assets associated with retail stores. When undiscounted cash flows estimated to be generated by those assets are less than the carrying value of those assets, impairment losses would be recorded.

	Total	Less than 1 year	1-3 years	4-5 years	After 5 years
Long-term debt	1,766	914	852	—	—
Capital Lease Obligations	5,253	1,525	2,888	840	—
Operating leases ⁽¹⁾	111,914	21,599	36,806	27,509	26,000
	118,933	24,038	40,546	28,349	26,000

⁽¹⁾ Minimum rentals payable under long-term operating leases excluding percentage rentals.

For fiscal 2004, projected capital expenditures approximate \$17 million, of which \$15.5 million will be used for the opening of 6 to 10 stores and the renovation of 20 to 25 existing stores, with the balance of \$1.5 million for investments in information technology. In an effort to offer our brand to all parts of Canada, we are continually searching for new opportunities in key markets.

Management expects to be able to continue financing the Company's activities and most of its capital expenditures through cash flow from operations. If necessary, it can also draw upon its financial resources, which include cash and cash equivalents of \$22.1 million at year-end, as well as a revolving line of credit of \$16.0 million with its bank.

The Company has a \$4.5 million facility to finance the new point of sale system available until July 31, 2004. Draw downs under the facility are repayable over 60 months, and will bear interest at a fixed rate of the three year Government of Canada bond interest rate plus 2.26%. The facility is collateralized by the equipment financed. Subsequent to January 31, 2004, \$3.2 million was drawn under this facility.

In addition, the Company has a \$6 million facility to finance renovations available until August 31, 2004. Draw downs under the facility are repayable over 48 months, and will bear interest at a fixed rate of the three year Government of Canada bond interest rate plus 2.35%. The facility is collateralized by the store fixtures and equipment financed. As at May 1, 2004, no amounts had been drawn under this facility.

The Company does not have any off-balance sheet financing arrangements.

FINANCIAL POSITION

Working capital stood at \$25.0 million at the end of the fiscal year, compared to \$18.4 million at the end of 2002.

Inventories increased to \$26.1 million from \$25.5 million a year earlier, due primarily to earlier receipts of our Spring line and the fact that the current fiscal year closed a week later as compared to the previous year.

Shareholders' equity increased to \$61.2 million at year-end, after the payment of \$2.1 million in dividends. Book value per share increased to \$11.66 at year-end, compared to \$10.25 as at January 25, 2003, and included \$4.21 in cash and cash equivalents.

Long-term debt and capital lease obligations, including the current portions, increased to \$7.0 million from \$4.2 million in 2002, after the additional long-term debt financing of \$5.6 million and the repayment of \$2.8 million during the year. The long-term debt to equity ratio remained conservative at 0.1:1.1, compared to 0.08:1 the previous year.

DIVIDENDS

In 2003, Le Château continued – for the tenth consecutive year – its policy of paying quarterly dividends on the Class A Subordinate Voting and Class B Voting Shares. Total dividends per Class A and Class B share amounted to \$0.10 per quarter or \$0.40 in 2003.

On April 30, 2004, the Board of Directors approved a 50% increase in the quarterly dividend, from \$0.10 to \$0.15 per share, payable on June 7, 2004 to shareholders of record at the close of business on May 21, 2004. The dividend yield, based on the April 30, 2004 closing price of \$15.25 per share, was 3.9%.

As at May 1, 2004, there were 2,229,841 Class A Subordinate Voting and 3,020,000 Class B Voting Shares outstanding. Further, there were 425,250 options outstanding with exercise prices ranging from \$2.33 to \$7.25, of which 193,950 were exercisable.

EXPENSES

Cost of sales, buying and occupancy, as a percentage of sales, decreased to 62.0% from 64.6% in 2002. This decrease is due to the continued improvement of inventory management, resulting in increased merchandise margins.

Selling, general and administrative expenses were \$60.5 million in 2003, compared to \$57.0 million in 2002. As a percentage of sales, selling, general and administrative expenses increased to 26.7% in 2003 from 26.2% in 2002.

Interest expense decreased to \$339,000 in 2003 from \$350,000 in 2002, due to the repayment of \$2.8 million of long-term debt during the year and to lower interest rates in 2003.

Depreciation and amortization increased to \$7.7 million from \$6.9 million in 2002, due to the additional investments in fixed assets.

The \$6.5 million provision for income taxes in 2003 represents an effective income tax rate of 37.8%, compared to 38.9% the previous year. The reduction in the effective tax rate is the result of a decrease in the Federal income tax rate.

EARNINGS

Net earnings reached a record level of \$10.6 million or \$2.07 per share (basic) in 2003 compared to \$7.6 million or \$1.52 per share in 2002. Net earnings attributable to Canadian operations amounted to \$11.9 million or \$2.32 per share (basic), while the U.S. recorded a net loss of \$1.3 million Cdn or \$(0.25) Cdn per share.

LIQUIDITY AND CAPITAL RESOURCES

The Company has a high level of liquidity, more than sufficient to cover its operating requirements, as well as a strong financial position. The Company's liquidity follows a seasonal pattern based on the timing of inventory purchases and capital expenditures, with liquidity being at its highest level at year-end and the lowest at the end of the second quarter.

The Company's net cash position increased to \$22.1 million or \$4.21 per share in 2003 from \$15.0 million or \$3.00 per share in 2002. Cash flow from operations increased to \$18.3 million in 2003, compared to \$14.5 million the previous year, mainly as a result of higher net earnings. Cash provided by operating activities (including net changes in non-cash working capital items) increased to \$19.2 million from \$16.0 million in 2002.

Cash provided by operating and financing activities was used in the following financing and investing activities:

- Capital expenditures of \$14.4 million, consisting of:

CAPITAL EXPENDITURES

[In thousands of dollars]

	2003	2002	2001
New Stores (6 stores; 2002 - 1 store; 2001 - 2 stores)	1,434	298	341
Renovated Stores (18 stores; 2002 - 16 stores; 2001 - 11 stores)	7,336	5,681	3,341
Information Technology	4,447	1,033	721
Other	1,221	2,007	622
	14,438	9,019	5,025
	\$	\$	\$

Of the \$14.4 million in total capital expenditures, \$14.3 million was attributed to Canadian operations, and \$0.1 million to the U.S. Included in the investments in information technology was \$3.5 million for the new point of sale equipment which is being launched in the first half of 2004. Total amount budgeted for the project is approximately \$4.5 million.

- Dividend payments of \$2.1 million
- Capital lease and long-term debt repayments of \$2.8 million

TOTAL SALES BY DIVISION

[In thousands of dollars]

2003	2002	2001	2003-2002	2002-2001
138,047	134,848	121,904	2.4	10.6
26,707	24,721	18,033	8.0	37.1
17,363	19,731	18,303	(12.0)	7.8
16,700	14,623	14,078	14.2	3.9
27,949	23,737	15,222	17.7	55.9
226,766	217,660	187,540	4.2	16.1

% change

The ladies' clothing division recorded a sales increase of 2.4% in 2003 and continues to be the main revenue driver among the Company's divisions, accounting for 60.9% of total sales. We continue to further upgrade the design and fabrications of our products and focus on expanding our customer base.

The highest sales increase in 2003 came from the Accessories and Footwear divisions with increases of 17.7% and 14.2%, respectively. Both these divisions represent significant growth potential in 2004 and beyond.

Revenues in the Men's division increased 8.0% in 2003. During the year, 5 existing stores were expanded into adjacent premises and we are in the process of expanding an additional 6 stores in the first quarter of 2004, as we continue to build on this market segment.

Sales in the JUNIOR GIRL clothing division, serving pre-teens aged 8-12, decreased 12.0% in 2003. The entire pre-teen market experienced stagnating sales and struggled through a very difficult and challenging year. In response, we re-aligned our existing real estate space to maximize profitability, shifting selling space to more profitable divisions, when and where required.

TOTAL SALES BY REGION

[In thousands of dollars]

2003	2002	2001	2003-2002	2002-2001
78,991	76,242	64,793	3.6	17.7
63,556	59,199	47,576	7.4	24.4
39,322	36,591	31,598	7.5	15.8
27,530	26,865	23,869	2.5	12.6
9,776	9,523	8,350	2.7	14.0
7,591	9,240	11,354	(17.8)	(18.6)
226,766	217,660	187,540	4.2	16.1

% change

The strongest growth in total sales came from the Prairies and Quebec with sales increases of 7.5% and 7.4% respectively. Same store sales increased 2.2% in the Prairies while they were flat in Quebec. Ontario and the Maritimes also had increases in same store sales of 2.5% and 1.3%, respectively. Comparable store sales (in US\$) for the Company's four U.S. stores, all located in the New York City area, decreased by 8.3% in 2003, compared to the same period a year ago. We are working diligently to contain costs in these operations and will be reconfiguring our real estate portfolio to ensure profitability. For the first quarter ended May 1, 2004, comparable store sales have increased 22.5% (in US\$).

During the year, Le Chateau opened 6 new stores and renovated 18 existing stores. As at January 31, 2004, the Company operated 165 stores (including 11 fashion outlet stores) compared to 161 (including 8 fashion outlets) at the end of the previous year. Total floor space at the end of the year was 652,000 square feet compared to 601,000 square feet at the end of the preceding year, an increase of over 8%.

MANAGEMENT'S DISCUSSION AND ANALYSIS

May 3, 2004

The 2003 year refers, in all cases, to the 53 week period ended January 31, 2004, and comparatively, the 2002 year refers to the 52 week period ended January 25, 2003. Management's Discussion and Analysis should be read in conjunction with the audited consolidated financial statements and notes to the consolidated financial statements for the 2003 fiscal year.

SELECTED ANNUAL INFORMATION

[In thousands of dollars except per share amounts]

	2003	2002	2001
Sales	226,766	217,660	187,540
Earnings before income taxes	17,123	12,375	4,010
Net earnings	10,648	7,562	1,852
Basic	2.07	1.52	0.38
Diluted	1.98	1.45	0.37
Total assets	94,546	80,519	69,915
Long-term debt ⁽¹⁾	4,580	1,978	1,958
Dividends per share	0.40	0.40	0.40
Cash flow from operations	18,311	14,503	8,544
Comparable store sales increase %	0.6%	18.4%	14.2%
Square footage of gross store space at year-end	652,182	600,635	592,898
Sales per average square foot, excluding fashion outlet stores (in dollars)	386	391	338

⁽¹⁾ Including capital lease obligations. Excluding current portion of debt and deferred lease inducements.

SALES

Sales increased 4.2% in 2003 to reach a record level of \$226.8 million, compared to \$217.7 million the previous year. Comparable store sales increased 0.6% in the year. Sales per average square foot of retail space - excluding fashion outlets - decreased to \$386 from \$391 in 2002. Profit optimization became a key component of our business strategies in a year adversely affected by external conditions and events. We remained focused on broadening our customer base and brand differentiation by offering the most innovative blend of quality fashion and value on a timely and continuous basis. We continued with the rollout of our new 2002 Store Concept, a remodeling program implemented in approximately one-third of our stores to date. This store design concept reflects our efforts to elevate the quality of our brand and broaden our customer base through a clearly designed and clearly merchandised store environment that allows each division to become a distinct destination with greater visibility and impact.



MESSAGE TO SHAREHOLDERS

We have just completed a record-breaking year. Le Chateau has maintained and enhanced its appeal to our vibrant and ever-growing demographic. The style and value of our merchandise, the quality of our customer service, and above all, the trust associated with our brand, has brought the Company to an unprecedented level of success.

In 2003, Le Chateau achieved the highest sales and profitability in its history. The upward trend is firm and ongoing in 2004. The first four months of the current year yielded an encouraging same store sales increase of 5.2%. Notably, we have posted a total sales increase of 10.5%.

We are proud to report that our pre-tax earnings reached \$17 million in 2003, up from \$12 million the previous year. Total sales were a best-ever \$226.8 million, up from \$217.7 million in 2002. Although same store sales increased a modest 0.6%, it indicates how company wide resolve and employee teamwork achieved results in a period of uncertain economic conditions.

Net profit after tax was \$10.6 million or \$2.07 per share in 2003, compared to \$7.6 million or \$1.52 per share last year. Dividends paid in 2003 totaled \$0.40 per share. Le Chateau has paid dividends for forty-one consecutive quarters. Moreover, on April 30, 2004, the Board of Directors approved a 50% increase in the quarterly dividend from \$0.10 to \$0.15 per share.

In 2003, our strategy was to further differentiate ourselves through ongoing improvements in the quality and design of our products. We also made advancements in our planning, buying and production processes to reduce lead times and increase speed to market. All this enabled our energetic sales team to deliver the right fashion in a more timely way.

In 2004, our objective to further improve profitability has intensified. We will maintain our emphasis on efficient management, product differentiation, and superb customer service. In our 45th Anniversary year, we will continue to fine-tune every aspect of our business, to remain entrepreneurial leaders in our industry and to reach internationally recognized levels of performance.

In addition to the fundamentals of good fashion value and unstinting service, Le Chateau constantly pursues a third core strategy. It is to provide a dynamic shopping experience, and to do so with a flair and friendliness that will attract customers back into our stores time and again. This approach, contributing to and benefiting from the well-entrenched personality of our brand, has always sent a distinctive message to the marketplace.

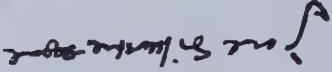
We wish to take this opportunity to thank our shareholders for their support, trust and confidence in our leadership. In 2004, Le Chateau's management remains dedicated to maximizing the return to shareholders.

No expression of gratitude could possibly be sufficient to recognize the profound talent, creativity, loyalty and spirit of our employees. To an overwhelming degree, their commitment to the Company aligns their careers with the long-term goals of Le Chateau. May their passion and devotion, once again, be the driving force in this year's success.



HERSCHEL H. SEGAL

Chairman of the Board and
Chief Executive Officer



JANE SILVERSTONE, B.A.L.L.

Vice-Chairman
of the Board



FINANCIAL HIGHLIGHTS

(in thousands of dollars except per share data and ratios)

Fiscal years ended

January 31 2004 (53 weeks)	January 25 2003	January 26 2002	January 27 2001	January 29 2000
----------------------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

Results

Sales	226,766	217,660	187,540	161,120
Earnings (loss) before income taxes	17,123	12,375	4,010	(4,346)
Net earnings (loss)	10,648	7,562	1,852	(2,607)
• Per share	2.07	1.52	0.38	(0.53)
Dividends per share	0.40	0.40	0.40	0.40
Average number of shares outstanding (000)	5,134	4,980	4,936	4,935

Financial Position

Working capital	24,987	18,443	14,621	13,804
Shareholders' equity	61,162	51,492	45,694	45,800
Total assets	94,546	80,519	69,915	68,189

Financial Ratios

Current ratio	1.99:1	1.79:1	1.80:1	1.89:1
Quick ratio	0.96:1	0.70:1	0.63:1	0.46:1
Long-term debt to equity ⁽¹⁾	0.11:1	0.08:1	0.10:1	0.13:1

Other Statistics (units as specified)

Cash flow from operations (in '000)	18,311	14,503	8,544	4,394
Capital expenditures (in '000)	14,438	9,019	5,025	10,379
Number of stores at year-end	165	161	160	161
Square footage	652,182	600,635	592,898	598,983
Sales per square foot ⁽²⁾	386	391	338	292

SHAREHOLDERS' INFORMATION

Ticker symbol: CTU.A

Listing: TSX

Number of participating shares outstanding (as of May 28, 2004):

2,286,451	Class A Subordinate Voting Shares
3,020,000	Class B Voting Shares

Foot: ⁽³⁾

1,910,521 Class A Shares held by the public

As of May 28, 2004:

High/low of Class A Shares

(12 months ended May 28, 2004):

\$ 16.00 / \$ 9.17

\$15.21

3.9 %

7.35 X

1.30 X

Recent price:

Dividend yield:

Price/earnings ratio:

Price/book value ratio:

⁽¹⁾ Including capital leases and current portion of debt. Excluding deferred lease inducements.

⁽²⁾ Excluding Le Chateau outlet stores.

Earnings per share: ⁽⁴⁾

Book value per share: ⁽⁵⁾

\$ 2.07

\$ 11.66

⁽³⁾ Excluding shares held by officers of the Company.
⁽⁴⁾ For the year ended January 31, 2004.
⁽⁵⁾ As at January 31, 2004.

CORPORATE PROFILE

Le Château is a leading Canadian specialty retailer offering fashion-forward apparel, accessories and footwear to style-conscious women and men. Our brand's success is built on quick identification of and response to fashion trends through our design, product development and vertically integrated operations.

Le Château brand name clothing is sold exclusively through our 165 retail locations – which average 3,500 square feet in size. All stores are in Canada, except for four locations in the New York City area.

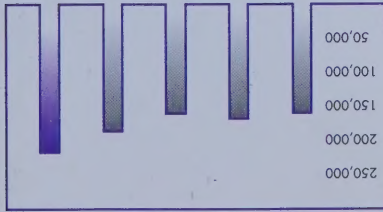
Le Château, committed to research, design and product development, manufactures approximately 45% of the Company's goods in its own Canadian production facilities.

LE CHÂTEAU STORES

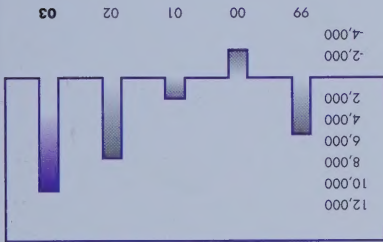
and Square Footage

January 31, 2004		January 25, 2003	
Stores	Square Footage	Stores	Square Footage
Ontario	54	55	206,844
Quebec	46	43	173,542
Alberta	20	18	65,297
British Columbia	20	20	63,563
Manitoba	6	6	27,951
Nova Scotia	6	6	12,669
Saskatchewan	4	4	13,209
New Brunswick	4	4	12,454
Newfoundland	1	1	2,500
Total Canada	161	157	578,029
Total United States	4	4	22,606
Total Le Château Stores	165	161	600,635

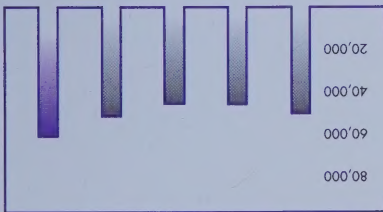
SALES [in '000]



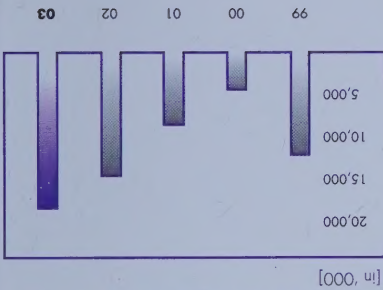
NET EARNINGS (LOSS) [in '000]



SHAREHOLDERS' EQUITY [in '000]



CASH FLOW FROM OPERATIONS [in '000]



FINANCIAL HIGHLIGHTS

(in thousands of dollars except per share data and ratios)

Fiscal years ended

January 31
2004
(53 weeks)

January 25
2003

January 26
2002

January 27
2001

January 29
2000

Results

Sales

226,766

217,660

187,540

161,120

168,666

Earnings (loss) before income taxes

17,123

12,375

4,010

(4,446)

9,019

Net earnings (loss)

10,648

7,562

1,852

(2,607)

5,269

• Per share

2.07

1.52

0.38

(0.53)

1.07

Dividends per share

0.40

0.40

0.40

0.40

0.40

Average number of shares outstanding (000)

5,134

4,980

4,936

4,935

4,925

Financial Position

Working capital

24,987

18,443

14,621

13,804

19,585

Shareholders' equity

61,162

51,492

45,694

45,800

50,380

Total assets

94,546

80,519

69,915

68,189

68,624

Financial Ratios

Current ratio

1.99:1

1.79:1

1.80:1

1.89:1

2.41:1

Quick ratio

0.96:1

0.70:1

0.63:1

0.46:1

0.94:1

Long-term debt to equity ⁽¹⁾

0.11:1

0.08:1

0.10:1

0.13:1

0.08:1

Other Statistics (units as specified)

Cash flow from operations (in '000)

18,311

14,503

8,544

4,394

12,048

Capital expenditures (in '000)

14,438

9,019

5,025

10,379

10,628

Number of stores at year-end

165

161

160

161

159

Square footage

652,182

600,635

592,898

598,983

585,860

Sales per square foot ⁽²⁾

386

391

338

292

322

SHAREHOLDERS' INFORMATION

Listing symbol: CTUA

Listing: TSX

Number of participating shares outstanding

as of May 28, 2004:

2,286,451 Class A Subordinate Voting Shares

3,020,000 Class B Voting Shares

Floating ⁽³⁾

1,910,521 Class A Shares held by the public

As of May 28, 2004:

High/Low of Class A Shares

(12 months ended May 28, 2004):

\$ 16.00 / \$ 9.17

\$15.21

3.9%

7.35 X

1.30 X

Price/book value ratio:

Price/earnings ratio:

Dividend yield:

Recent price:

⁽¹⁾ Including capital leases and current portion of debt. Excluding deferred lease inducements.

⁽²⁾ Excluding Le Chateau outlet stores.

⁽³⁾ As at January 31, 2004.

⁽⁴⁾ For the year ended January 31, 2004.

⁽⁵⁾ Excluding shares held by officers of the Company.

Earnings per share: ⁽⁴⁾

\$ 2.07

Book value per share: ⁽⁵⁾

\$ 11.66

